



TERRE-NEUVE RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

L'économie de Terre-Neuve repose dans une large mesure sur l'extraction et la transformation des ressources primaires dans les secteurs minier, forestier et halieutique. Ces secteurs procurent 12 p. 100 de l'ensemble des emplois de la province, alors qu'ils ne représentent que 8 p. 100 des emplois dans l'ensemble du pays. Les perspectives à court et à moyen terme sont influencées à la fois par des problèmes de disponibilité des ressources dans les secteurs halieutique et forestier, par les possibilités de croissance dans les secteurs émergents, dans celui de la fabrication non fondée sur les ressources et dans celui de la haute technologie ainsi que par un accroissement de l'activité d'investissement dû au Projet de développement Hibernia.

Les facteurs qui influencent les perspectives économiques à court et à moyen terme sont :

- 1) le moratoire sur la pêche de la morue du Nord et la fermeture de la pêche dans d'autres zones à cause de la diminution des stocks;
- 2) la probabilité d'autres projets d'exploitation du pétrole marin après la réalisation du Projet Hibernia et 3) la précarité générale de l'économie sur le plan financier.

Le Programme d'adaptation et de redressement de la pêche de la morue du Nord et les

régimes d'indemnisation des personnes touchées par la fermeture d'autres pêches contribuent à maintenir les niveaux de revenu et de vie dans bien des régions de la province. Les dépenses d'investissement dans le Projet de développement Hibernia sont la principale source de croissance de l'économie.

La conjoncture du marché du travail reste maussade. Le taux de chômage est passé de 18,7 p. 100 en décembre 1992 à 19,8 p. 100 en décembre 1993. On constate en outre un recul de l'emploi et de la population active. Cette faiblesse du marché du travail est due principalement aux problèmes du secteur de la pêche dont l'incidence sur l'emploi dans les industries de transformation continue à se faire sentir.



INDICATEURS

En novembre 1993, le nombre de mises en chantier avait augmenté de 11,1 p. 100 par rapport à 1992 et de 20,4 p. 100 dans la région métropolitaine de St. John's.

Au cours des dix premiers mois de 1993, les ventes au détail ont fléchi de 1,1 p. 100. Compte tenu des hausses de l'IPC, cela représentait une baisse de 2,6 p. 100 qui traduit le faible degré de confiance des consommateurs à la suite des crises que

traverse le secteur de la pêche depuis deux ans.

Au cours des 11 premiers mois de 1993, les ventes de véhicules automobiles neufs ont augmenté de 6,2 p. 100 et leur volume s'est accru de 1,7 p. 100.

Au cours du quatrième trimestre de 1993, la production d'électricité a légèrement fléchi puisqu'elle était de 1 744 149 mWh alors qu'elle avait été de 1 788 784 mWh au cours de la période correspondante de 1992.

Le nombre d'appels téléphoniques interurbains a augmenté de 8 p. 100 en 1993 et l'on prévoit une nouvelle hausse de 5 p. 100 en 1994.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication

Les livraisons dans les secteurs de la transformation et de la fabrication basées sur les ressources ont diminué en 1993. En ce qui concerne la fabrication, la valeur des livraisons a fléchi de 6,3 p. 100 au cours des dix premiers mois de 1993, principalement à cause du recul enregistré dans la transformation du poisson.

Les autres secteurs de la fabrication ont connu une période de croissance, surtout celui des produits de haute technologie. Bien que cette industrie ne représente que de 15 à 20 p. 100 du secteur manufacturier, c'est elle qui offre les meilleures perspectives à moyen et à long terme. La Newfoundland Manufacturers' Association estime que la croissance a été de 9 p. 100 dans les secteurs de la fabrication non axée sur les ressources en 1993 et que les dépenses en immobilisations se sont accrues de 23 p. 100; elle prévoit par ailleurs une augmentation de 5 p. 100 des livraisons pour 1994.

Services

La performance du secteur des services est ambiguë. Malgré certains facteurs positifs tels que l'accroissement des achats de biens de consommation durables comme les automobiles et le mobilier, on note une contraction importante des effectifs des entreprises qui desservent et approvisionnent le secteur de la pêche.

Les recettes touristiques ont augmenté de 7 p. 100 en 1993. Le nombre de touristes originaires de la province a augmenté de 5 p. 100 tandis que le nombre de touristes de l'extérieur s'est accru de 10 p. 100. C'est dans le secteur des voyages nolisés par avion que l'on a enregistré la plus forte augmentation.

Transformation des ressources

Pêche : Le moratoire sur la morue du Nord restera le principal sujet de préoccupation dans le secteur des pêche au cours des cinq prochaines années, voire davantage. Les données scientifiques indiquent que ce stock ne se régénère pas au rythme prévu, ce qui signifie que le moratoire restera en vigueur après mai 1994. De plus, en ce qui concerne les stocks de la côte sud et du Golfe, les quotas de pêche ont été réduits et dans certains cas la pêche a été fermée. Ces mesures ont touché un total d'environ 35 000 travailleurs dans l'industrie de la pêche ainsi que d'autres travailleurs dans les industries qui lui fournissent des biens et des services.

La valeur des exportations de produits de la pêche a été de 325 millions de dollars en 1993. La Fisheries Association of Newfoundland and Labrador prévoit qu'elle diminuera encore de 100 à 225 millions de dollars en 1994 à cause des réductions supplémentaires de quotas et des fermetures. Elle pense par ailleurs que les ressources n'atteindront plus que les 2/3 de leur niveau des années 1980 à longue échéance.

Papier journal : La situation s'est améliorée dans l'industrie du papier journal en 1993. Les prix se sont raffermis et les usines ont fait des progrès sur le plan de l'efficacité; toutes les usines tournent actuellement pour ainsi dire à pleine capacité. Les exportations de papier journal ont augmenté de 2 p. 100 en 1993. Les trois usines de la province ne sont toutefois pas concurrentielles à l'échelle internationale et elles ont toutes perdu de l'argent en 1993.

Minéraux : La valeur totale des expéditions de minerai a atteint 727 millions de dollars en 1993; elle a donc augmenté de 3,2 p. 100 par rapport à 1992, malgré une légère diminution de la valeur de la production de minerai de fer. Le ministère des Mines et de l'Énergie de la province estime que la valeur des livraisons augmentera de 3,7 p. 100 en 1994 (756 millions de dollars) en raison de l'accroissement de la production aurifère et d'une hausse des prix, d'une légère augmentation de la production du minerai de fer à IOCC et d'un accroissement de la production de cuivre récupéré comme sous-produit de la production aurifère à Hope Brook. Une nouvelle mine d'or devrait entrer en exploitation cette année à Pine Cove.

Pétrole marin : Le projet de développement Hibernia a joué un rôle prépondérant dans l'économie de Terre-Neuve en 1993. Le nombre total d'emplois dus au projet s'élevait à 5 272 à la fin de 1993, dont 3 401 à Terre-Neuve. Ce projet est toutefois la seule source de croissance économique actuelle. Après sa réalisation prévue pour 1997, les dépenses d'investissement et la croissance du PIB accuseront un net recul si l'on ne lance pas d'autres projets d'exploitation du pétrole marin. Si l'on y ajoute les problèmes auxquels l'industrie de la pêche est confrontée, la croissance économique devrait être négative après 1997.

Haute technologie

Le secteur de la haute technologie est le

principal bénéficiaire de la croissance liée aux possibilités technologiques offertes par le Projet de développement Hibernia. La croissance s'accroîtra dans des secteurs comme les communications, le forage directionnel, le génie des matériaux et les instruments océanographiques au cours des années à venir.

En novembre, la Newfoundland Telephone Company a terminé son projet d'installation d'un réseau de transmission par fibres optiques dans la province; ces travaux ont duré trois ans et ont coûté 43 millions de dollars.

La société DataDisk Ltd. a établi une entreprise de technologie de l'information pour installer un centre de visualisation de documents et un service de base de données à Trepassey. Le service principal consistera à convertir des documents papier en données électroniques qui pourront être stockées sur disque optique, sur disque compact et sur d'autres supports. Trente travailleurs du secteur de la pêche déplacés à cause du moratoire sur la morue du Nord suivent actuellement des cours de recyclage pour devenir techniciens en visualisation de documents.

Guigne International Ltd. met au point un «régulateur à réaction intelligent» pour sa technique de matrice sous-marine à réponse dynamique dont il a été question dans le numéro de l'automne 1993 du présent rapport. Dans ce contexte, la société met au point un système de télédétection intelligent capable d'effectuer un positionnement et un façonnage précis du verre dans l'espace. Ce système utiliserait des régulateurs intelligents à haute vitesse ultrasophistiqués et des algorithmes de transformation exacts pour l'utilisation de dispositifs sonars multifaisceaux.

Instrumar Ltd. est en train de procéder à une simulation dynamique du système de télémanipulation pour la station spatiale, pour en faciliter l'évaluation et la caractérisation en tant que système robotique et pour faciliter la

mise au point de systèmes de contrôle téléopérationnel avancés.

Canpolar East est en train d'élargir le champ d'application de la technique de détection qu'elle avait mise au point pour l'industrie de la transformation du poisson. Elle utilise cette technique pour élaborer un «système de contrôle d'intégrité» qui pourra être utilisé dans l'industrie aérospatiale.

CLIMAT

Un optimisme prudent se dégage du rapport de la Chambre de commerce de St. John's sur les perspectives économiques pour 1994. Soixante-six pour cent des gens d'affaires pensent que la situation ne changera pas en 1994 alors que 11 p. 100 d'entre eux prévoient une amélioration. Le directeur général de la chambre de commerce a dit ceci il y a peu : «On a l'impression que même si le pire est passé, les gens d'affaires font toujours preuve d'une certaine prudence».

Le pessimisme perdure à cause des perspectives de la pêche pour 1994 et les années suivantes. Il est maintenant certain que les stocks de morue du Nord ne seront pas suffisamment reconstitués pour permettre la réouverture de la pêche à court ou à moyen terme. L'incertitude quant à la prolongation du programme d'indemnisation au-delà de mars 1994 accentue ce pessimisme. La stagnation des ventes au détail est la preuve du manque de confiance des consommateurs.

OBSERVATIONS

La situation financière du gouvernement de Terre-Neuve est très précaire. La dette nette et le coût d'amortissement de la dette par habitant représentent un montant supérieur à la moyenne pour les dix provinces, ce qui réduit considérablement la capacité de la province de financer les dépenses de programmes. La capacité financière de Terre-Neuve reste aux

alentours de 60 p. 100 de la moyenne pour l'ensemble des provinces. Le gouvernement de la province a annoncé qu'il adoptera de nouvelles mesures d'austérité en 1994-1995 pour réduire le déficit courant prévu. Il a entamé des négociations avec le principal syndicat d'employés de la fonction publique au sujet de nouvelles réductions à appliquer au régime de rémunération.

Le gouvernement de la province a pris plusieurs initiatives susceptibles de provoquer un changement au sein de l'économie et de modifier sa façon de faire des affaires. La première vise à rationaliser l'exécution des programmes de développement dans la province. Il existe actuellement 167 bureaux de divers organismes de développement dans la province, notamment des bureaux d'associations de développement rural, des bureaux de ministères provinciaux, de services municipaux, etc. Le gouvernement propose de regrouper tous ces services pour qu'il ne reste plus que 17 bureaux régionaux. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale du gouvernement de Terre-Neuve qui vise à regrouper et à rationaliser l'exécution des programmes et des services, qui comprend notamment des projets d'intégration de programmes et de services provinciaux et fédéraux.

La deuxième a pour objet de simplifier le processus de réglementation afin d'alléger le plus possible le fardeau qu'il représente pour les entreprises. Les règlements devront être justifiés par une analyse de leur incidence. Les règlements actuels devront également être justifiés sinon ils cesseront d'être appliqués.

La troisième initiative est un projet qui concerne le supplément de revenu. Il s'agit en fait d'un projet de réforme du Programme de supplément de revenu et du programme de sécurité du revenu correspondant ayant pour but de stabiliser le revenu et d'encourager les gens à travailler au lieu de compter sur les programmes sociaux.

Le gouvernement de Terre-Neuve a entamé un programme de privatisation des sociétés d'État. Des négociations en vue de la privatisation de la Newfoundland and Labrador Hydro et de la Newfoundland and Labrador Computer Services sont en cours.



SASKATCHEWAN RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

L'économie de la Saskatchewan continue d'être liée étroitement à l'exploitation des ressources malgré les efforts qui ont été déployés pour la diversifier et pour qu'elle cesse de se cantonner aux secteurs classiques des cultures céréalières, de la fabrication de potasse, de l'exploitation pétrolière et gazière et de l'extraction de l'uranium. Le PIB de la province qui est sensible à l'instabilité du marché et aux conditions climatiques a baissé pour la deuxième année d'affilée jusqu'à 0,8 p. 100 en 1992. Les perspectives sont un peu plus encourageantes pour 1993; on prévoit une croissance de 1,7 p. 100 du PIB réel, due surtout à une forte croissance dans les secteurs de l'exploitation minière, de la fabrication et des exportations et à une reprise dans le secteur agricole où la production a été inférieure à la moyenne en 1992.

Les gains modestes réalisés en 1993 sont dus principalement à un accroissement des exportations et à une reprise restreinte de la consommation. De janvier à octobre 1993, les exportations de matières premières provenant de la Saskatchewan ont augmenté de 69,1 p. 100, les recettes de la vente des récoltes se sont accrues de 4,2 p. 100, les recettes de la vente de bétail de 16,5 p. 100, le chiffre d'affaires du secteur manufacturier a augmenté de 5 p. 100, le nombre de mises en

chantier s'est accru de 27,6 p. 100, les recettes du secteur des services ont progressé de 5,8 p. 100 et celles du commerce de détail de 5,4 p. 100 par rapport à la période correspondante de l'année dernière. Divers indicateurs (emplois, livraisons du secteur manufacturier, exportations locales, mises en chantier) sont à la hausse par rapport à la période correspondante de 1992. Le

gouvernement provincial prévoit une croissance du PIB de 2,8 p. 100 en 1994.



INDICATEURS

La population de la Saskatchewan a diminué de 1989 à 1991 et elle est restée stationnaire en 1992 du fait que la croissance

démographique naturelle compense l'émigration. En 1993, le nombre d'habitants a diminué de 2 900; il est tombé de 1 004 500 au cours du troisième trimestre de 1992 à 1 001 600 au cours du troisième trimestre de 1993, ce qui représente le niveau le plus bas en dix ans. L'émigration contrebalance l'accroissement naturel de la population (les naissances moins les décès) et de l'immigration, comme l'année dernière.

Une diminution de 2 p. 100 a été enregistrée en 1992 dans le secteur de l'emploi mais il devrait y avoir une légère augmentation de 0,3 p. 100 cette année. La plupart des pertes d'emplois sont survenues au cours du premier trimestre de 1993, surtout dans le secteur

agricole (5 000). Une forte croissance de l'emploi au cours des huit derniers mois a rétabli un certain équilibre. Il y avait un millier de travailleurs de plus au cours de la période de janvier à novembre 1993 que l'année précédente. Le taux de chômage, qui est de 8 p. 100 pour 1993, reste toujours le taux de chômage le plus bas de tout le pays.

Étant donné que la construction de plusieurs mégaprojets s'est terminée en 1992, le nombre de permis de construire a diminué sans cesse en 1993. Le nombre de mises en chantier a baissé de 31,7 p. 100 d'octobre 1992 à octobre 1993. On prévoit peu d'amélioration pour 1994 et même si le prix des habitations a fait un bond de 7,1 p. 100 au mois de janvier, la Saskatchewan est toujours la province des Prairies où les maisons sont les moins coûteuses. Le taux de fluctuation annuel de l'ensemble des mises en chantier jusqu'à octobre 1993 est de -0,7 p. 100 pour la Saskatchewan, -8,4 p. 100 pour le Canada, -6,5 p. 100 pour le Manitoba et 1,6 p. 100 pour l'Alberta.

L'augmentation de 5,4 p. 100 des ventes au détail pour une période de 12 mois se terminant en octobre 1993 indique un certain regain de confiance chez les consommateurs. C'est la plus forte croissance globale des ventes au détail pour les Prairies.

La stabilisation des paiements de transfert pour les 12 prochains mois annoncée dernièrement est un élément encourageant dans le contexte des mesures provinciales de réduction du déficit pour cette année et pour les trois prochaines années.

CLIMAT

Les gains modestes que l'économie de la Saskatchewan a enregistrés en 1993 ont entraîné un certain regain d'optimisme. D'après une étude faite par la Chambre de commerce de Saskatoon en décembre 1993, on prévoit un accroissement du volume des

transactions. Les fermetures et les licenciements continuent toutefois à ébranler l'optimisme. La Banque Royale, Kresge's, CAMECO, Motorways, Coca Cola et Northern Telecom ont annoncé des suppressions d'emplois ou des fermetures depuis novembre 1993. Les consommateurs voient diminuer de plus en plus leur revenu disponible à cause de la hausse du coût des services publics, de l'alourdissement du fardeau fiscal et de l'augmentation des primes d'assurance.

PRINCIPAUX SECTEURS

Ressources

En Saskatchewan, la production de grandes cultures spéciales a atteint un volume record de 1,25 millions de tonnes l'année dernière, soit 69 p. 100 de plus qu'en 1992. La hausse récente du prix du colza canola a plus de 8 \$ le boisseau n'a fait qu'accentuer le sentiment d'optimisme. Cette hausse est survenue après que le U.S. Department of Agriculture ait annoncé que la récolte de soja avait diminué de 17 p. 100 par rapport à l'année précédente à cause des fortes inondations. Les agriculteurs de la Saskatchewan ontensemencé 4,3 millions d'acres de colza canola le printemps dernier et ils ont fait une récolte record de 2,5 millions de tonnes.

Les problèmes de marketing entre le Canada et les États-Unis demeurent une source de préoccupation étant donné que le litige international au sujet du blé dur s'envenime. Le président Clinton a demandé aux fonctionnaires canadiens et américains de régler ce problème et il déclenchera des enquêtes à l'issue desquelles il risque d'imposer un prix pour le blé canadien si l'on ne tient pas compte des doléances américaines. Les exportations de blé du canadien aux États-Unis ont considérablement augmenté au cours des dernières années. L'année dernière, plus de 500 000 tonnes de blé dur ont été exportées aux États-Unis; cela représente environ

20 p. 100 du marché américain. Le grain de haute qualité demeure rare et les prix continuent à grimper.

On pense que la production minière s'est considérablement accrue en 1993. La production pétrolière continue à augmenter malgré le mouvement à la baisse des prix pétroliers au cours des derniers mois. On a foré 1 900 puits de janvier à novembre 1993 (surtout des forages horizontaux) alors qu'on n'en avait foré que 594 au cours de la période correspondante de 1992; cela représente donc une hausse de 225 p. 100.

En 1993, la production de potasse a diminué parce que la demande était faible en Europe et en Inde et parce que la concurrence s'est accrue. On pense que les perspectives pourraient s'améliorer à cause des inondations survenues dans le Middle West américain.

La production d'uranium est relativement stable depuis 1992. Elle a diminué pendant le mois de janvier et une partie du mois de février à cause de la fermeture de la mine de Cluff Lake pour effectuer des travaux d'entretien. Un projet d'aménagement d'une mine souterraine et d'une usine à McClean Lake a fait l'objet d'une approbation conditionnelle. La Commission fédérale d'évaluation environnementale, l'industrie et le gouvernement provincial sont en train d'examiner d'autres projets.

Fabrication

Les livraisons de produits manufacturés se sont accrues de 4,9 p. 100 au cours des huit premiers mois de 1993. Une forte augmentation a été enregistrée dans les livraisons de machines, d'équipement de transport, de produits textiles, de vêtements et de produits ligneux mais les livraisons de produits alimentaires, de boissons, de produits chimiques, de métaux ouvrés et de produits électriques ont diminué. Les livraisons de boissons ont été touchées par la fermeture des installations de la Brasserie Labatt à

Saskatoon, en mai 1993.

L'usine de fibres optiques de Northern Telecom de Saskatoon a été vendue à la société Corning Inc. de New York et à la Siecor Corp. de Caroline du Nord. La compagnie supprimera progressivement 29 emplois parce qu'elle déménagera son unité de production de connecteurs optiques à Monterey, au Mexique. La production de l'usine de Saskatoon sera axée sur le câble optique.

L'année 1993 a été meilleure que l'année 1992 pour l'industrie métallurgique et on prévoit une légère augmentation du chiffre d'affaires en 1994. La croissance vient en majeure partie du secteur des machines agricoles dont le chiffre d'affaires a littéralement fait un bond à cause du crédit d'impôt à l'investissement de 10 p. 100 qui venait à échéance à la fin de 1993. De fortes pressions sont exercées sur le gouvernement pour qu'il rétablisse ce stimulant. La province est envahie par des promoteurs qui travaillent pour le compte de villes et d'États américains et qui viennent proposer des avantages considérables aux entreprises pour qu'elles aillent s'établir dans leur région. Des exonérations temporaires d'impôt pour des périodes allant jusqu'à sept ans, l'installation gratuite pour une période de trois ans dans des édifices construits à la demande, des terrains de stationnement asphaltés gratuits et une main-d'oeuvre très productive non syndiquée, voilà quelques-uns des avantages qu'ils offrent pour essayer d'attirer les entreprises dans leur région.

La société Weyerhaeuser a annoncé qu'elle dépensera 128 millions de dollars à son usine de pâtes et papiers de Prince-Albert au cours des huit prochaines années pour se conformer aux nouvelles normes provinciales sur la qualité de l'air ambiant. La phase I débutera en 1994 et les travaux coûteront 16 millions de dollars. Elle dépensera en outre de 2 à 3 millions de dollars au cours de l'année prochaine pour accroître la capacité de recyclage de l'usine dont la production pourrait atteindre les 100 000 tonnes, en

utilisant 10 p. 100 de fibres recyclées, d'ici le milieu de 1995.

Services

Le mois dernier, la Information Systems Management Corporation (ISM) a signé un contrat de 1 milliard de dollars, d'une durée de 10 ans, avec la Banque Nationale en vertu duquel elle se charge du traitement de l'information pour l'institution financière qui a son siège à Montréal. La société ISM, dont le siège se trouve à Regina, et sa maison mère, IBM Canada, reprendront les 350 employés des services de traitement de l'information de la Banque et son centre de données de Montréal. On prévoit que les conditions seront établies et que le transfert sera terminé pour le 1^{er} avril 1994.

SaskTel a déjà fait plusieurs incursions réussies sur le marché international par l'intermédiaire de SaskTel International, qui a participé à des projets importants aux Philippines, en Chine, en Tanzanie et au projet de construction du tunnel sous la Manche, en Grande-Bretagne. Cette année, SaskTel a accru sa participation dans LCL Cable Communications de Leicester, en Angleterre, dont elle possède actuellement 55 p. 100 des actions. En diversifiant ses investissements, elle espère compenser les pertes prévues pour l'avenir dans les secteurs conventionnels.

Les recettes des restaurants, des traiteurs et des tavernes ont augmenté de 5,8 p. 100 de janvier à septembre 1993 par rapport à la période correspondante de 1992.

OBSERVATIONS

L'Entente Canada-Saskatchewan relative au Programme d'infrastructures a été signée le 14 janvier 1994. Elle prévoit l'octroi de subventions de 57,71 millions de dollars par le gouvernement fédéral et l'investissement d'une somme équivalente par la province et par les municipalités. Un total de 173 millions de

dollars pourrait être investi dans des projets provinciaux, susceptibles de créer pas moins de 2 000 emplois directs. Le programme a pour objet de répondre aux besoins infrastructurels en mettant tout particulièrement l'accent sur les besoins des administrations municipales. La participation du secteur privé au développement de l'infrastructure locale est également possible dans le cadre de ce programme.

La création d'une agence pour l'expansion du commerce d'exportation (*Export Trade Agency*) est au programme du gouvernement de la province et un projet de loi doit être présenté au cours de la session qui débute le mois prochain. On pense que le personnel des services commerciaux et budgétaires du ministère du Développement économique sera muté au nouvel organisme. D'autres ministères qui consacrent des fonds au développement du commerce international seront probablement touchés par des mutations analogues. Il y aura également une participation du secteur privé au sein de ce nouvel organisme sous forme d'affiliation et de services financés par l'utilisateur. On espère ainsi rapprocher l'exécution des services commerciaux et d'exportation du secteur privé.

IPSCO Inc. investira 7,8 millions de dollars dans une chaîne spécialisée de finition pour son usine de tuyaux de Regina. Cette décision a été prise à la suite d'une commande de 39 000 tonnes de tuyaux d'un diamètre de 20 pouces (51 centimètres) pour le programme d'expansion de Interprovincial de Hardisty (Alberta) à Regina. IPSCO prévoit également établir aux États-Unis une mini-acierie pour la fabrication d'acier laminé, d'une capacité annuelle de 209 000 tonnes, avec le concours de la société Mannesmann Demay Corp.



QUÉBEC RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

A la fin de 1993 l'économie québécoise continuait de montrer des signes de reprise modeste. Malheureusement il existe encore plusieurs ombres au tableau. Ainsi, la croissance économique repose surtout sur les gains réalisés sur les marchés d'exportation alors que la demande interne reste encore très faible à cause d'une croissance de l'emploi qui se fait toujours attendre et du taux de chômage très élevé. Par ailleurs, l'incertitude politique entourant les résultats des prochaines élections provinciales (le vote doit avoir lieu d'ici le 28 novembre au plus tard) préoccupe les gens d'affaire.



INDICATEURS

Au troisième trimestre le PIB provincial réel désaisonnalisé a augmenté à un taux annuel de 3,25%. Cette relativement bonne performance se compare à un taux annuel de 2% au deuxième trimestre et de 1,6% au premier trimestre. Toutefois, reflétant la faiblesse de la demande interne, la demande intérieure finale québécoise n'a crû qu'à un taux annuel de 1,2% au troisième trimestre. La valeur des livraisons manufacturières en octobre et novembre 1993 était de 11,6% plus élevée que durant la même période l'année précédente. Même la consommation d'énergie (toutes formes, en terrajoules) par le secteur manufacturier québécois était en hausse de 8% au deuxième trimestre 1993 par rapport à la même période l'année précédente. Les faillites

commerciales ont aussi connu un important recul (14,6% de moins durant les 11 premiers mois de 1993 par rapport à 1992).

Les exportations internationales ont constitué le moteur de la croissance économique en 1993 (hausse de 5,3%) alors que le taux de croissance du PIB provincial est anticipé être de seulement 2,8% (2,1% en termes réels). La progression des exportations devrait se

poursuivre en 1994.

Cette bonne performance du côté des exportations explique pourquoi les bénéfices nets d'un ensemble d'entreprises interrogées par le journal *Les Affaires* étaient de 85% plus élevés au troisième trimestre de 1993 que durant la même période l'année précédente.

La situation du côté de la création d'emplois reste très décevante (hausse de seulement 6 200 emplois en 1993). En 1993, la province comptait 95 000 emplois de moins qu'en 1990 et en décembre 1993 10 000 emplois (donnée désaisonnalisée) ont disparu au Québec tandis qu'il s'en créait 24 000 en Ontario. Selon le Mouvement Desjardins, l'année 1994 sera un peu meilleure et verra la création de 47 000 emplois surtout au sein de la PME.

En novembre, seulement 2033 logements ont été construits. Il s'agit du niveau d'activité le plus faible pour un mois de novembre depuis 1981. Selon la SCHL, en 1993 la construction domiciliaire au Québec aura totalisé 35 000 mises en chantier, en baisse pour une sixième année consécutive. On s'attend à une légère

amélioration en 1994 avec 39 500 mises en chantier.

Les investissements totaux devraient être en hausse en 1994 aidés en cela par la réalisation de différents projets (le projet hydroélectrique Laforge-Deux et différentes usines de cogénération, la construction du nouveau Forum à Montréal et du Centre des congrès de Québec, etc).

En 1993 il s'est créé 1230 petites entreprises manufacturières dans la province principalement dans les domaines du vêtement, de l'impression et des produits métalliques.

CLIMAT

Avec un taux de chômage de 12,8% en décembre (environ 13,1% pour l'ensemble de 1993), près de 470 000 ménages inscrits à l'assistance sociale, des hausses salariales prévues pour les syndiqués de 1,3%, et des annonces presque quotidiennes de licenciements, l'indice de confiance des ménages du Conference Board demeure à un niveau très bas au Québec (95 vs 105,5 au Canada au quatrième trimestre). Toutefois, selon le Conseil du patronat du Québec, les gens d'affaires reprennent lentement espoir. Ainsi, en décembre, 28% (vs 19% en juillet dernier) des gens d'affaires considéraient les conditions économiques en général comme bonnes ou très bonnes alors que 42% des répondants les qualifiaient de passables. A noter que 44% des répondants pensent que les conditions économiques vont s'améliorer au cours des six prochains mois mais 50% n'anticipent aucun changement.

La plupart des analystes s'attendent à une croissance réelle du PIB provincial de l'ordre de 3 à 3,5% en 1994 (la Banque Royale va jusqu'à 4,1%).

Les attentes de la population québécoise envers le prochain budget fédéral sont: pas de hausses de taxes, élimination des dédoublements entre les différents niveaux de gouvernement,

mesures concrètes pour favoriser la création rapide d'emplois, équité fiscale et lutte active contre la fraude et les contrebandiers.

SECTEURS PRINCIPAUX

Industries des ressources

Le secteur agricole au Québec anticipe avec une certaine crainte les effets qu'auront le récent accord du GATT sur ce secteur. Pour l'Union des producteurs agricoles, la fixation des tarifs à l'importation (en remplacement des quotas) sera déterminante pour une partie importante de ses membres en 1994.

L'industrie minière québécoise demeure vulnérable à la concurrence de pays en voie de développement, notamment celle d'Amérique latine. L'obligation de tenir des audiences publiques relativement à tout nouveau projet d'exploitation inquiète aussi l'industrie qui craint que l'introduction de délais de procédures n'incite les capitaux miniers internationaux à investir ailleurs encore d'avantage. De plus, selon l'Association minière du Québec, l'adoption de la loi 142 aura pour effet d'accroître les coûts de construction et d'opérations des entreprises minières de 10 à 15%.

Ne pouvant rien faire du côté des prix qui en 1993 ont atteint un plancher historique, l'industrie de l'aluminium au Québec concentre ses efforts sur la réduction de ses coûts de production. Toutefois, l'ensemble de cette industrie est concurrentielle au Québec et fonctionne à pleine capacité grâce à la demande provenant de l'industrie de l'automobile américaine dont la consommation d'aluminium a crû de 2,5% en 1993, soit presque qu'au même taux qu'en 1988. Récemment, la firme Sural du Venezuela a annoncé la construction d'une importante usine de transformation de l'aluminium.

Ayant retrouvé le chemin vers la prospérité en 1992, les scieries québécoises profitent d'une conjoncture favorable et le niveau de

production en 1993 est estimé être proche des capacités de production maximales de l'industrie. C'est encore grâce à la demande américaine que l'année 1994 sera aussi active et profitable que celle de 1993. Cette heureuse situation reflète l'existence d'une demande accrue pour le bois de construction à cause de la destruction d'une partie du stock immobilier dans plusieurs États (catastrophes naturelles) et d'une offre domestique américaine insuffisante (restrictions de coupe).

Industries manufacturières

Selon l'Association des fabricants de meubles du Québec l'emploi dans l'industrie a augmenté de 11 000 qu'elle était en 1992 à près de 13 000 à la fin de décembre 1993 grâce aux exportations vers les États-unis (hausse des exportations d'environ 10% au cours du dernier trimestre). Malgré tout, les ventes de l'industrie qui étaient de 1,46 milliards de \$ en 1989 n'étaient que de 1,22 milliards de \$ en 1993. Certains indicateurs, notamment le nombre et le comportement des détaillants venus au récent Salon du meuble de Toronto, laissent entrevoir des jours meilleurs en 1994.

Grâce à l'activité économique aux États-unis, les usines de pâtes et papiers sont passablement occupées. Malheureusement, la récente chute du prix du papier journal à son niveau de 1979 a annulé en partie les bénéfices que l'industrie retirait de la dépréciation du dollar canadien. Ce revers arrive à un bien mauvais moment pour l'industrie qui doit réduire ses coûts de production et retrouver la voie de la rentabilité afin de pouvoir financer l'acquisition des équipements de traitement de pollution requises par les législations environnementales.

Selon les indications recueillies, l'industrie de la machinerie va bien grâce aux exportations principalement vers les États-unis mais certaines entreprises québécoises font état de ventes intéressantes en Asie. Pour plusieurs entreprises la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis la devise américaine permet d'accroître les marges bénéficiaires et procure

un coussin pour réduire les prix et ainsi gagner des parts de marché. Les entreprises contactées font preuve d'optimisme pour l'année à venir vu leurs carnets de commandes assez bien garnis (commandes en provenance de l'étranger mais aussi maintenant du Canada). Une entreprise qui se spécialise dans la fabrication de machinerie pour l'industrie forestière rapporte une situation de pénurie de main-d'oeuvre industrielle qualifiée dans la région de la Beauce.

Dans son ensemble, l'industrie du matériel de transport se porte assez bien mais la situation varie de secteur en secteur. Dans celui de l'équipement ferroviaire, les carnets de commande de Bombardier atteignent 1,6 milliards de \$ et l'usine de La Pocatière fonctionne presque à pleine capacité. Malheureusement, la fermeture de l'usine de locomotives GE Canada jette une ombre au tableau. Chez Prévost Car (autobus) l'année 1993 fut bonne mais de nombreux escomptes durent être consentis. L'entreprise espère augmenter ses ventes et sa part de marché en 1994 sans avoir à embaucher d'autre personnel. Chez Nova Bus on s'active autour de la commande de 300 autobus urbains qui doivent être livrés à différentes sociétés de transport urbain. L'industrie de l'automobile et du camion roule à plein gaz. Chez GM on tentera de porter la production des Camaro et Firebird à 800 par jour et le haut niveau d'activité de cette industrie en Amérique du Nord profite aux fournisseurs québécois. L'usine de camions Kenworth a doublé son rythme de production de camions à 22 par jours et travaille à exporter en Australie, en Chine et au Brésil. L'avenir de l'usine Hyundai, fermée depuis septembre, devrait connaître son sort au cours des prochains mois.

L'industrie de l'aéronautique québécoise continue de gérer du mieux qu'elle peut la crise du transport aérien et la baisse des budgets militaires. Néanmoins, la plupart des entreprises contactées ont fait preuve d'un optimisme prudent, le creux de la vague ayant selon eux été atteint en 1993. Toutes les

entreprises contactées prévoient accroître leurs ventes en 1994 et seront aidées par la valeur du dollar, les coûts de main-d'oeuvre stables, les taux d'intérêt plus bas et par ce qu'ils considèrent comme une productivité accrue de leurs usines. Néanmoins, peu d'entreprises dans ce secteur anticipent embaucher de travailleurs supplémentaires.

Haute technologie

Dans les secteurs de l'électronique et des équipements de télécommunication toutes les entreprises interrogées parlent d'exportations, de ventes, de profits, de niveaux de productivité et d'emplois à la hausse. Certaines entreprises ont vu leur chiffre d'affaire s'accroître de 80% au cours de la dernière année et leur nombre d'employés presque doubler. Selon certaines indications, la situation en 1994 sera encore meilleure et la ratification de l'ALENA est vue par plusieurs comme étant un facteur fort bénéfique, à moyen terme, pour la croissance de l'industrie. Les facteurs que les entrepreneurs dans ce secteur ont à l'oeil sont la valeur du taux de change, la pénurie de main-d'oeuvre technique qualifiée à Montréal, les taux d'intérêt qui doivent rester bas afin de ne pas contraindre indûment le fonds de roulement des PME, ainsi que le maintien des programmes gouvernementaux tels le PDME et le financement et l'assurance des exportations. Tous ont insisté sur l'utilité des programmes de crédits d'impôt à la R-D. Soulignons enfin l'annonce récente par Ericson Communications d'un investissement de 94 millions de \$ à Montréal dans le domaine de la recherche en téléphonie cellulaire.

Dans le domaine du logiciel l'année 1993 fut difficile. Toutefois, selon la Fédération de l'informatique du Québec et du Centre de promotion du logiciel québécois, le fonds du baril a été atteint au cours des derniers mois et l'on assiste présentement à une reprise des activités (i.e. offres d'emplois pour des programmeurs spécialisés dans les journaux, hausse des appels d'offre pour la réalisation de systèmes informatiques, etc). Selon certaines

sources, la principale menace à l'industrie québécoise du logiciel proviendrait maintenant de l'élimination des barrières commerciales qui permettront aux importantes entreprises américaines de concurrencer les entreprises locales lors de l'octroi de contrats de service et au niveau de l'impartition.

Les entreprises pharmaceutiques connaissent une période de prospérité et un nouvel investissement de 100 millions de \$ sur 10 ans dans le domaine de la recherche fut annoncé en janvier par la société suédoise Astra AB. Selon le Groupement provincial de l'industrie du médicament, l'année 1993 fut bonne tant du côté des ventes domestiques qu'à l'exportation. Le niveau d'emploi a d'ailleurs été à la hausse dans cette industrie. Néanmoins, certaines modifications proposées à sa réglementation par le gouvernement provincial (dossier du "drug id. number - DIN") pourraient entraîner des coûts très substantiels pour les PME du secteur. De même, certaines barrières ontariennes au commerce interprovincial continuent de poser problème. Des entreprises consultées ont même signalé que le manque de garanties de financement pour les exportations nuisait au développement de ce secteur.

Pour l'Association des entrepreneurs de services en environnement du Québec la situation de l'industrie est présentement stable. Certaines entreprises entrevoient l'année 1994 avec beaucoup d'optimisme tant du côté domestique (projets de réduction de la pollution des papeteries à cause de l'échéancier réglementaire) qu'à l'exportation suite à des contrats avec le Mexique et la Colombie.

Services

Grâce au tourisme d'affaire, l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal signale une hausse de 2% du nombre de touristes par rapport à 1992 avec une augmentation de 5% du taux d'occupation des hôtels de la métropole en novembre et décembre par rapport à la même période l'année dernière. Sur la foi de la valeur actuelle de notre dollar, l'association

Hôtellerie Champêtre du Québec anticipe une hausse de ventes de 10% en 1994 et une majoration des profits de 10% à 15% en 1994.

Bien que les ventes au détail aient été de 5,2% plus élevées durant les 11 premiers mois de 1993 sur l'année précédente, le très haut nombre de chômeurs et d'assistés sociaux ainsi que les craintes des consommateurs face à leurs emplois constituent un frein majeur à la reprise dans ce secteur. L'établissement de réseaux de vente alternatifs (magasins entrepôts de type Club Price, Reno Dépot, ouverture prochaine de 20 Wall Mart, etc) qui maintiendront les pressions à la baisse sur les prix, les hauts niveaux de taxes dans certaines villes comme Montréal, et la stagnation du revenu réel des ménages, continueront de peser sur les profits du secteur commercial québécois en 1994.

OBSERVATIONS

- Le 30 novembre 1993 le gouvernement provincial annonçait la mise en place d'un programme de plus de 1 milliard de \$ sur trois ans pour relancer la croissance économique et stimuler la création d'emplois. On espère créer 47 000 emplois par cette initiative ce qui réduirait le taux de chômage de 1%.
- Selon l'Ordre des comptables agréés du Québec les gouvernements fédéral, provincial et municipaux se sont endettés à un tel rythme que les dettes accumulées par chaque citoyen québécois (enfants compris) s'élèvent à 21 090 \$.
- Selon une récente étude faite pour l'Office de la langue française, la part de l'économie de la province qui est sous contrôle francophone était de 65% en 1991 (un sommet) comparativement à 47% en 1961.
- Selon le plus récent sondage bi-annuel du Conseil du Patronat du Québec (CPQ) les gens d'affaires se montrent de plus en plus virulents face aux déficits et dépenses gouvernementales. Selon le président du CPQ, les entrepreneurs "utilisent même un vocabulaire que je ne publierais pas" pour décrire leur irritation face aux déficits et aux dépenses des deux paliers de gouvernement ainsi qu'envers les niveaux d'impôts des particuliers. Selon le même sondage les quatre facteurs qui préoccupent les hommes d'affaires sont, par ordre d'importance, la productivité, les politiques générales des gouvernements, le taux de change et les taux d'intérêts. Ni la politique linguistique québécoise, ni l'accord de libre-échange ne posent de problème selon le président du CPQ.
- Selon François Vaillancourt, professeur d'économie à l'Université de Montréal, l'économie souterraine est en constante progression depuis 1976 et représente aujourd'hui de 8 à 13% du PIB canadien. Ce pourcentage est loin du chiffre de 20% avancé par Richard Le Hir de l'Association des manufacturiers du Québec (sur la base des intuitions des manufacturiers). Selon un sondage Gallup au Québec, 42% des personnes interrogées disent avoir évité des taxes au cours de la dernière année en payant comptant. Il s'agit du plus haut pourcentage de toutes les régions canadiennes. Ce résultat reflète probablement la grande quantité de cigarettes de contrebande vendues dans la belle province.



ONTARIO RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

Après cinq trimestres où la croissance a été lente mais régulière, l'économie de l'Ontario a pratiquement retrouvé les niveaux de production atteints au cours du troisième trimestre de 1989. On estime que le taux de croissance réel a été de 2,6 p. 100 l'année dernière. La faiblesse de la demande des consommateurs en 1993 a été compensée par la fermeté des exportations dont l'accroissement réel a approché les 14 p. 100. En 1994, les exportations et les dépenses des consommateurs continueront à augmenter légèrement.

Alors que le manque de confiance des consommateurs découlant des craintes pour la sécurité d'emploi continue à limiter les dépenses intérieures, il est possible que la situation s'améliore. Les entreprises ontariennes ont enregistré une augmentation de 3 à 8 p. 100 de leurs ventes au cours de la période critique de Noël, par rapport à l'année précédente. Les constructeurs de maisons décèlent des signes de refoulement de la demande, ce qui aura des répercussions importantes pour le secteur de l'ameublement lorsque cette demande sera captée. La progression d'une reprise de la demande à la consommation qui est à l'état embryonnaire et qui a des répercussions sur 42 p. 100 de la production de l'Ontario pourrait toutefois être facilement enrayée par de nouveaux



licenciements ou par des initiatives budgétaires malencontreuses.

En 1994, on s'attend de nouveau à une bonne performance au niveau des exportations, sous la direction du secteur de l'automobile et de l'industrie du bois. L'amélioration des prix qui est déjà évidente pour plusieurs biens d'exportation importants comme la viande, le bois d'oeuvre, l'acier, les textiles et les produits automobiles, facilitera les choses.

Les investissements et les dépenses gouvernementales continuent de stagner bien qu'en Ontario, les dépenses d'investissement en machines ou outillage neufs ont connu une

croissance réelle de 4,9 p. 100, surtout dans l'important secteur de la fabrication. On a également enregistré une hausse au niveau des stocks.

INDICATEURS

Un examen des indicateurs avancés confirme l'irrégularité de la reprise. D'après le rapport du mois de décembre de la firme Decima, 27 p. 100 des Ontariens feront probablement un achat important au cours des six prochains mois. Cet indicateur n'a pas beaucoup changé depuis les trois derniers trimestres, ce qui veut dire que les consommateurs continuent à manquer de confiance. L'indice de l'offre

d'emploi pour l'Ontario pour le mois de janvier 1994 était de 87 (1991 = 100), soit le même que l'année précédente, ce qui peut contribuer à expliquer la méfiance des consommateurs. Par ailleurs, l'assistance sociale continue à enregistrer une hausse dans cette province, le nombre de cas ayant augmenté de 1,3 p. 100 au mois de décembre par rapport au mois précédent pour atteindre 674 612. Le nombre de bénéficiaires se chiffre actuellement à 1 327 760.

En ce qui concerne les services publics, Hydro Ontario signale que la demande d'électricité, tout en restant légèrement inférieure aux niveaux de 1992 si l'on tient compte des conditions atmosphériques, s'est raffermie dans le secteur municipal et dans celui du commerce de détail au cours des six derniers mois de 1993. Il n'y a qu'au niveau des achats directs qu'elle continue de diminuer, probablement à cause des compressions de dépenses importantes appliquées par les grandes entreprises comme INCO. Bell Canada, pour sa part, signale que le nombre de raccordements dans le secteur domiciliaire ontarien augmente régulièrement même s'il s'agit en grande partie d'installation de lignes secondaires, ce qui confirme la quasi stagnation du secteur de la construction d'habitations. En ce qui concerne les grandes entreprises, le nombre de raccordements est relativement stable, mais il diminue pour les petites entreprises.

D'après les indicateurs économiques, les perspectives sont très encourageantes. Le nombre de faillites d'entreprises a baissé de 5 p. 100 et la valeur des dettes a diminué de 18 p. 100, au cours des 11 premiers mois de 1993. Durant la même période, les livraisons dans le secteur de la fabrication ont augmenté de 8,8 p. 100, les plus fortes hausses ayant été enregistrées en ce qui concerne le bois (18,3 p. 100), le matériel de transport (17,4 p. 100), les machines (15,4 p. 100) et les métaux primaires (15,4 p. 100). On entend souvent dire que la rentabilité augmente dans le secteur industriel et que le nombre

d'adhérents se stabilise au sein d'organisations industrielles telles que l'Association des manufacturiers canadiens.

CLIMAT

Malgré la faiblesse persistante de la demande intérieure, les milieux d'affaires ontariens font montre d'un optimisme prudent face à l'avenir. Au niveau des exportations, la demande est forte et, compte tenu du fait que les taux d'intérêt sont bas, on devrait enregistrer un accroissement des investissements en machines et en matériel ainsi que des ventes. Les entreprises hésitent toutefois à recruter, de crainte que la productivité ne soit pas suffisante et en raison de la cherté de la main-d'oeuvre.

Par contre, les consommateurs demeurent très prudents. La demande reste faible à cause de la rareté des possibilités d'emploi et de l'absence de sécurité à ce chapitre; les consommateurs qui ont de l'argent préfèrent économiser. Le taux d'épargne des particuliers était de 14,6 au cours du troisième trimestre de 1993.

Alors que le changement de gouvernement à Ottawa est généralement considéré d'un bon oeil, un mécontentement profond à l'égard du gouvernement de l'Ontario et de ses politiques subsiste. L'administration du Régime d'indemnisation des victimes d'accidents du travail et le projet de loi sur l'équité en matière d'emploi restent deux grands sujets de préoccupation dans les milieux d'affaires. Les entreprises et les particuliers sont sur leurs gardes face à l'éventualité d'une hausse d'impôt dans les prochains budgets fédéral ou provincial.

PRINCIPAUX SECTEURS

Transformation des ressources

L'industrie des aliments et boissons a connu

une progression régulière à la suite d'une excellente saison de croissance, de la fermeté des prix des denrées et de la vigueur de la demande au niveau des exportations. Les nouvelles sont bonnes également dans le secteur des produits forestiers. Dans le segment des pâtes et papiers, la baisse de la demande et des prix ont atteint un plancher, même si le secteur n'est toujours pas rentable. Dans le segment des produits ligneux, on enregistre une hausse des prix, des bénéfices et de l'emploi du fait que la demande continue à grimper sur les marchés d'exportation. Il existe quelques possibilités d'investissements nouveaux pour accroître la capacité du secteur des produits du bois et pour réduire la pollution dans le secteur des pâtes et papiers. Les initiatives de libre-échange sont vues d'un bon oeil dans le secteur forestier.

La faiblesse du cours des produits de base due à une surcapacité mondiale est la cause du marasme qui touche presque tout le secteur du traitement des minerais. La production de nickel, de cuivre et de zinc baisse parce que les sociétés minières essaient de s'adapter à un marché inondé par la production russe (INCO a fermé ses installations de Sudbury de la mi-décembre jusqu'à la fin de février). Alors que le cours des métaux précieux - de l'or et de l'argent - s'est raffermi, la production d'argent est généralement une production dérivée d'autres formes d'exploitation minière. La reprise des affaires dans les industries du secteur de l'acier est manifeste. Les producteurs pensent que leur chiffre d'affaires continuera d'augmenter grâce au secteur de l'automobile et à la construction générée par le programme national d'infrastructures. Dans l'industrie sidérurgique, on prévoit d'énormes débouchés en Asie. Malgré l'accroissement de la demande et des bénéfices, les producteurs du secteur de l'acier ne comptent pas créer beaucoup d'emplois supplémentaires et n'envisagent que de petits investissements en biens d'équipement.

L'industrie des engrais, celle des matières plastiques synthétiques et celle du caoutchouc

misés à part, dont certains secteurs arrivent à profiter de la vigueur des marchés d'exportation, la performance de l'industrie des produits chimiques en général laisse à désirer. Le niveau d'investissement étant très faible dans ce secteur et l'on craint que la technologie ne soit dépassée et que sa compétitivité diminue.

Fabrication

La solide performance de l'importante industrie de l'automobile de l'Ontario a contribué à amorcer la reprise. Grâce à la forte demande américaine et à une diminution des importations japonaises en Amérique du Nord due à la fermeté du yen, les livraisons de véhicules automobiles ont augmenté de 20 p. 100 en 1993 et la productivité s'est sensiblement accrue. L'année 1994 s'annonce bien pour les exportations et l'on prévoit une reprise sur le marché intérieur (hausse de 8 à 10 p. 100). Parmi les nouvelles importantes, citons la production d'une nouvelle mini-fourgonnette et la possibilité d'une expansion des opérations à l'usine de montage de camions de Ford située à Oakville, l'expansion de l'usine de montage de moteurs de Ford, à Windsor; la création d'un quart de nuit à l'usine de montage de mini-fourgonnettes de Chrysler, à Windsor et à son usine de montage d'automobiles à Bramalea; l'accroissement de la production de moteurs à l'usine de Toyota, à Cambridge; la reprise des activités à l'usine d'Oshawa de GM, avec de nouveaux modèles; et la réduction des droits tarifaires sur les pièces de transmission qui pourrait inciter les sociétés japonaises transplantées à fabriquer ces pièces au Canada.

Les fabricants de pièces d'automobiles ont enregistré un bon accroissement de leur chiffre d'affaires grâce à la vigueur des ventes d'automobiles. Ils ont toutefois été poussés à essayer de contrôler leurs frais généraux et à réduire le plus possible l'embauche à cause des efforts déployés par les usines de montage pour réduire leurs coûts. On a enregistré une certaine activité d'investissement, mais

beaucoup d'entreprises décident de prendre de l'expansion aux États-Unis parce qu'elles craignent que la nouvelle législation du travail ontarienne ne les empêche d'appliquer le système de livraison au moment adéquat. On considère que l'influence du Mexique découlant de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) sera minime en raison des frais de transport exorbitants et des exigences du système de livraison au moment adéquat.

Les fabriques d'outils et de matrices voient l'ALENA d'un oeil favorable car elles prévoient que la modernisation de la technologie mexicaine créera de nouveaux débouchés. Elles estiment que l'année 1994 sera excellente, à en juger d'après l'augmentation de leur chiffre d'affaires et les retombées de leurs investissements dans la conception et la fabrication assistées par ordinateur. À l'instar de l'industrie des moulures plastiques, elles ont recours à cette nouvelle technique pour mieux s'adapter aux besoins de leur clientèle et elles ont connu un succès croissant sur le marché des exportations. Le recrutement de personnel qualifié dans ce domaine reste toutefois aléatoire.

Une amélioration de la situation est également manifeste dans le secteur de la fabrication de machines et dans l'industrie des biens d'équipement où l'on prévoit une bonne augmentation du chiffre d'affaires en 1994, grâce au raffermissement du secteur automobile nord-américain et à la nouvelle législation sur l'environnement. La demande extérieure reste un facteur important de croissance et l'intérêt pour le Mexique est toujours considérable. On prévoit des gains au niveau de l'emploi ainsi que de nouveaux investissements, bien que les segments de ce secteur qui ont des liens directs avec le milieu de la construction dans la province subissent le contrecoup de la crise qu'il traverse.

Dans les industries axées sur le consommateur, la reprise tarde toujours à se manifester, surtout lorsque le marché principal est le

marché intérieur. Les secteurs du vêtement et de la chaussure sont durement touchés au niveau du commerce de détail où les fermetures abondent et où la demande est faible. Les stocks s'accumulent et les répercussions imminentes de l'ALENA suscitent beaucoup d'inquiétude. Par contre, l'industrie du meuble qui a également souffert se tourne de plus en plus vers les États-Unis et maintient les stocks à un niveau peu élevé grâce à la livraison au moment opportun. Peu importe l'industrie, les projets d'embauchage ou d'investissements supplémentaires sont très rares. Dans les industries axées sur les consommateurs, on se plaint souvent de problèmes de crédit avec les institutions financières.

Haute technologie

Ce segment de l'économie ontarienne, qui progresse à grands pas, continue d'être une excellente source d'investissements et d'emplois même si sur ce dernier plan, le recrutement de travailleurs qualifiés s'avère difficile. Les entreprises de l'industrie des technologies d'information prévoient une croissance de 10 p. 100, mais les marges bénéficiaires resteront serrées en raison de la concurrence acharnée qui règne dans ce secteur. L'informatique nomade et la formation de réseaux constituent des éléments actifs de ce secteur. L'industrie du logiciel reste prospère.

L'optimisme règne dans l'industrie des télécommunications qui est encouragée par la demande américaine. Le marché intérieur est plutôt lent, mais on s'attend à ce que la situation s'améliore. Cette stagnation est due aux problèmes de concurrence et de réglementation qui entraînent une restructuration en profondeur du secteur de la prestation des services.

Pour la plupart des petites entreprises axées sur les connaissances, l'accès au capital demeure un problème. Le secteur écologique qui connaît une certaine réussite sur le marché

des valeurs mobilières fait toutefois exception. Les entreprises de technologies environnementales sont encouragées par la demande internationale croissante pour leurs produits et les perspectives d'expansion sont bonnes pour les petites et moyennes entreprises de ce secteur.

Le secteur de la défense qui souffre de la réduction des dépenses gouvernementales reste le secteur de pointe le plus déprimé et il doit subir de nouvelles compressions d'effectifs et une réorientation plus poussée. Des ventes récentes faites par la société de Havilland permettent toutefois d'espérer que l'industrie aéronautique canadienne est sur la voie de la reprise.

Services

Le secteur du détail qui subit toujours les affres de la restructuration après un fléchissement persistant de la demande des consommateurs a un nouveau défi à relever; il s'agira pour lui de se mesurer à des grandes entreprises américaines spécialisées du secteur du détail telles que Wal-Mart et Limited Inc., qui s'établissent sur le marché canadien. Le marché du travail continuera d'être fortement perturbé par la restructuration ou la fermeture d'entreprises. L'effet de ces rajustements sera encore accentué par la lenteur de la croissance de la demande des consommateurs.

La performance de l'industrie de l'accueil à Toronto et à Niagara, où le taux d'occupation des chambres d'hôtel s'est considérablement accru, s'est améliorée. Les séjours d'une nuit ou plus par des non-résidents ont augmenté de l'équivalent de 5 à 6 p. 100 par an au cours du dernier semestre de 1993 en Ontario alors que le nombre de voyages à l'extérieur faits par des Ontariens a diminué dans à peu près la même proportion. Le secteur des voyages d'affaires, qui a été touché par les restrictions gouvernementales, la compression des effectifs des entreprises, le recours accru aux télécommunications et les mesures d'austérité au sein des entreprises, ne cesse d'être un sujet

de préoccupation. On estime que les voyages d'affaires augmenteront en 1994, mais pas au même rythme que les voyages d'agrément, secteur où l'on prévoit un gain de 3 p. 100.

Dans le secteur de la construction, en particulier dans la Région du Grand Toronto, la récession a persisté pendant toute l'année en 1993. Le nombre de mises en chantier a baissé de 20 p. 100 dans la province par rapport à 1992, tandis que le taux de vacance dans les édifices commerciaux de la région métropolitaine de Toronto a été supérieur à 20 p. 100. Les perspectives sont un peu plus encourageantes pour l'année 1994 dans le secteur de la construction résidentielle, car la SCHL prévoit que le nombre de mises en chantier rejoindra les niveaux de 1992 (53 ou 54 000). Les reventes augmentent également grâce à la dévaluation des propriétés et à la baisse des taux d'intérêt. Le programme national d'infrastructures contribuera à alléger les maux persistants du secteur non résidentiel où l'on ne prévoit pas un regain important d'activité avant plusieurs années.

Dans d'autres services, le secteur des finances et celui des assurances continuent d'être rentables. Les possibilités d'exportation ont contribué à soutenir le secteur technique et celle de la gestion de projets auxquelles le nouveau programme national d'infrastructure devrait donner un nouvel élan. Dans les services immobiliers, on prévoit une reprise de l'activité du côté des immeubles résidentiels mais pas au niveau des immeubles commerciaux. La spéculation ne sera pas un problème en 1994.

OBSERVATIONS

Au cours des consultations, certains thèmes sont revenus fréquemment. Les voici en bref.

- Les milieux d'affaires apprécient le contexte monétaire actuel, c'est-à-dire les taux d'intérêt et les taux de change, mais ils

voudraient que la politique financière s'améliore au niveau des impôts et des déficits publics. Le secteur privé souhaite que le budget de février contienne des mesures de compression des dépenses sans imposer de nouvelles taxes.

- La disponibilité des capitaux reste un problème très préoccupant dans plusieurs secteurs dénués de biens corporels (les industries et services basés sur les connaissances), où le rendement économique reste relativement faible et où le taux d'endettement est élevé (l'industrie de l'accueil et des biens de consommation). Les chiffres publiés récemment par la Banque du Canada semblent le confirmer. Les données pour le troisième trimestre de 1993 indiquent un certain resserrement du crédit à l'entreprise, puisque la valeur des prêts bancaires aux entreprises ontariennes a diminué de 8,9 p. 100 par an, en dollars courants.

- La plupart des secteurs de l'économie semblent adopter une attitude beaucoup plus positive à l'égard de l'ALENA. Ce changement d'attitude peut être attribué à la conviction croissante qu'après les récentes rationalisations et compressions, les entreprises ontariennes peuvent être concurrentielles.

- Dans le contexte de la compétitivité globale croissante et de l'évolution technologique rapide, les entreprises, surtout les petites, semblent être de plus en plus prêtes à accepter le gouvernement comme associé. Parmi les secteurs où l'on a signalé le plus souvent ce type de coopération, il y a les renseignements sur les marchés, la promotion des exportations et la consultation en la matière, le diagnostic des entreprises et les services consultatifs, le rôle de défenseur auprès des milieux financiers ainsi que la promotion et la diffusion technologiques.



NOUVELLE-ÉCOSSE RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

La Nouvelle-Écosse se remet lentement de la récession mais l'on prévoit une croissance de 2 p. 100 seulement pour 1994. La croissance des exportations a ralenti en raison d'une pénurie de l'offre et de la faiblesse des marchés pour les principaux produits d'exportation de la province. Les compressions prévues dans la fonction publique et dans le secteur de la défense ont créé un climat d'incertitude et la restructuration continue à toucher plusieurs secteurs.

On perçoit toutefois plusieurs signes encourageants pour l'avenir : les nouveaux investissements dans la haute technologie, la croissance des exportations de matières fabriquées, la reprise dans le secteur du tourisme, la croissance dans les industries axées sur le savoir et un nouveau sentiment d'autonomie.

INDICATEURS

Le taux de vacance dans les immeubles à bureaux de la région métropolitaine de Halifax a atteint un sommet en juin 1993 et depuis lors, la situation s'améliore. Alors qu'au cours de la première partie de l'année, on a assisté à une contraction du marché des locaux à bureaux, la situation s'est renversée et le

marché a enregistré une croissance.

D'après une enquête sur les perspectives d'emploi en 1994 faite par Manpower Temporary Services, le marché de l'emploi dans la région métropolitaine de Halifax sera moins comprimé; 19 p. 100 des répondants comptent engager des travailleurs en janvier, février et mars. Il existe toutefois des écarts

importants entre la région métropolitaine de Halifax où, malgré l'incertitude, il y a beaucoup de fonctionnaires et de services commerciaux et financiers, et le reste de la province. En décembre, le taux de chômage était de 10,9 p. 100 à Halifax, de 15,1 p. 100 pour l'ensemble de la

province et de 24,2 p. 100 au Cap-Breton.

La tendance à s'établir à son propre compte se poursuit. D'après une enquête récente, 21 p. 100 des Néo-Écossais disent qu'un membre de leur ménage exerce maintenant une activité rémunératrice ou des activités professionnelles chez eux.

Le nombre de nouvelles entreprises enregistrées s'est accru de 14 p. 100 entre le mois d'avril et le 31 décembre 1993 alors que le nombre de sociétés nouvellement constituées avait augmenté de 11 p. 100 au cours de la période correspondante de 1992. Dans l'intervalle, les faillites commerciales ont continué à diminuer en 1993 (de 36 p. 100



entre janvier et novembre 1993).

Les ventes au détail ont apparemment légèrement augmenté au cours de la période de Noël en Nouvelle-Écosse; les détaillants se demandent toutefois si cela justifiera les dépenses supplémentaires faites pendant cette période, notamment celles qui découlent de l'ouverture des magasins le dimanche pendant une période d'essai.

D'après les agents de voyages locaux, l'année 1993 a été légèrement meilleure que l'année 1992 en ce qui concerne les voyages à l'extérieur de la province; malgré une stagnation au niveau des voyages d'affaires, on a enregistré une certaine augmentation dans le secteur des voyages d'agrément. Les agences sont très occupées depuis le début de 1994 à cause des froids exceptionnels, des tempêtes du mois de janvier et des taux d'intérêt peu élevés, mais il est trop tôt pour savoir si cela se traduira par un accroissement de la clientèle.

CLIMAT

Les gens d'affaires sont découragés par l'alourdissement du fardeau fiscal (y compris l'assurance-chômage, l'indemnisation des victimes des accidents du travail, etc.) imposé par tous les paliers de gouvernement. Le degré de satisfaction à l'égard du gouvernement de la Nouvelle-Écosse a considérablement diminué par rapport au sommet qu'il avait atteint après les élections, à cause de l'imposition de taxes supplémentaires (malgré une promesse électorale) visant à essayer d'enrayer le déficit de la province. Moins d'un tiers des Néo-Écossais sont maintenant extrêmement ou moyennement satisfaits de la performance du gouvernement.

Contrairement aux consommateurs des autres provinces de l'Atlantique, ceux de la Nouvelle-Écosse ont perdu confiance dans l'économie de leur province; le degré de confiance des consommateurs de la région métropolitaine de

Halifax, qui a été évalué en novembre 1993, a littéralement chuté depuis le mois de juillet.

Pourtant, les milieux d'affaires semblent être plus optimistes depuis le mois de novembre. D'après un représentant de l'industrie, les gens d'affaires ont de l'espoir; les messages du nouveau gouvernement fédéral sont encourageants, mais ils attendent que leurs espoirs soient confirmés par le budget. Les petits entrepreneurs sont préoccupés par une érosion possible des exemptions pour gains en capital et ils s'attendent à des restrictions sévères sans augmentation du fardeau fiscal.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication

La restructuration se poursuit dans le secteur manufacturier. Au cours de l'automne, la société Dynatek Automation Systems Inc. (qui met au point, fabrique et distribue des supports-mémoire de masse, des mémoires et des produits informatiques) et la compagnie Ballastronix (qui fabrique des régulateurs de puissance pour les fabricants d'équipement d'éclairage), ont ouvert de nouvelles usines à Bedford et à Amherst.

En novembre 1993, la province a annoncé la vente de la Sydney Steel Corporation, en difficulté financière, à China Minmetals.

En ce qui concerne le secteur aérospatial et de la défense, on prévoit la persistance d'une concurrence acharnée et certaines entreprises locales sont en difficulté à cause de la suppression de programmes militaires (EH-101, système ADATS américain notamment); il y a toutefois une possibilité du côté de la remise en état; les réductions supplémentaires prévues dans les dépenses militaires les inquiètent.

Haute technologie

Les entreprises du secteur océanique

continuent à faire des projets de formation de réseaux et de développement du secteur en général.

L'intensification de la concurrence dans le secteur biotechnologique a encouragé encore davantage les entreprises locales à mettre au point des produits de créneau pour les marchés d'exportation. La Croix-Rouge canadienne et les Laboratoires Miles, dont le siège social est en Allemagne, ont annoncé un projet d'établissement d'une usine de traitement du plasma sanguin à Halifax, au coût de 150 millions de dollars. Cette usine créerait 400 emplois et aurait des retombées économiques de plus d'un million de dollars. En outre, 200 emplois pourraient être créés par la société Sepracor Inc., un fabricant américain de produits chimiques fins, qui négocie avec la société PharmaGlobe Manufacturing Ltd. pour lui racheter son usine de Windsor.

Services

L'industrie du logiciel continue à enregistrer une croissance régulière, malgré la restructuration qui a entraîné la fermeture d'une entreprise de Halifax et une compression importante des effectifs d'une autre. Les entreprises investissent dans la formation, recrutent quelques employés supplémentaires et s'efforcent de trouver des partenaires pour le marché international. Un groupe de dix entreprises néo-écossaises ira à CEBIT 1994, le plus grand salon de logiciels du monde, et l'on commence à s'intéresser à la mise au point de systèmes multimédia.

NovaKnowledge, une organisation de la province vouée à l'utilisation de la technologie de l'information comme facteur de développement technologique, a recruté plus de 250 membres et organise des activités dans la vallée de l'Annapolis et au Cap-Breton.

Les entreprises qui louent des services professionnels font de bonnes affaires et certaines d'entre elles ont connu une période de croissance pendant la récession, parce

qu'elles ont profité de l'impartition du travail par le gouvernement et par les entreprises. Les cabinets d'ingénieurs-conseils forment de plus en plus des alliances pour obtenir des contrats internationaux.

Les entreprises du secteur écologique ont affaire à un marché intérieur difficile, car les clients continuent à lésiner sur les prix ainsi qu'à réduire et à retarder les projets et les activités. Elles continuent à comprimer leurs effectifs, à se diversifier et à rationaliser leurs opérations. Elles sont plus optimistes en ce qui concerne les marchés extérieurs, même si la récession a ralenti leur croissance dans certains cas.

L'industrie touristique a connu une période de croissance en 1993 alors qu'elle accusait un recul manifeste depuis 1990. Le nombre de demandes de renseignements s'est accru de 27 p. 100 par rapport à 1992 ce qui a entraîné une hausse de 7 p. 100 des voyages en automobile et un accroissement de 4 p. 100 du nombre de chambres louées. Ce gain a été attribué en majeure partie à un accroissement du nombre de voyages faits par les habitants de la région de l'Atlantique qui avaient remis leurs projets de voyage à plus tard et à une baisse du cours du dollar canadien qui a incité beaucoup de personnes à songer à prendre des vacances au Canada.

L'American Bus Association considère que le Salon de la pêche de Lunenburg est l'événement canadien le plus marquant pour 1994 et le slogan publicitaire de Nova Scotia 1994 est «La fête au village».

Les exploitants d'entreprises touristiques sont optimistes pour 1994, compte tenu du nombre de festivals et d'événements qui se déroulent dans la province et du nombre de nouvelles attractions comme le nouveau centre de villégiature Sea Spa, qui est en voie de construction à Blandford, et le musée géologique de Fundy où sont exposés des ossements de dinosaures de la période terrassique-jurassique.

Transformation des ressources

L'industrie des poissons de fond reste pratiquement fermée, mais on constate une certaine croissance et un regain d'intérêt pour l'aménagement d'une industrie aquicole viable. La Nouvelle-Écosse axe ses efforts sur l'élevage du saumon de l'Atlantique et des crustacés et coquillages (moules, huîtres et pétoncles) et les entreprises investissent dans la recherche et développement.

Les usines de transformation des poissons de fond augmentent leurs investissements dans la formation du personnel, surtout dans les domaines du contrôle de la qualité (accréditation ISO-9000) et les techniques de transformation à forte valeur ajoutée. Les transformateurs s'approvisionnent en matières premières en Russie et en Asie du Sud-Est.

Bien qu'une bonne partie de l'industrie soit en voie de rationalisation, les entrepreneurs qui subsistent ont réduit leurs dépenses et sont plus concurrentiels sur le plan international.

La production forestière a augmenté et la diminution des ventes de bois de sciage en Europe a été largement compensée par un accroissement des ventes sur le marché américain et dans les pays riverains du Pacifique. Alors que la valeur des livraisons de produits du bois s'est accrue de 38 p. 100, celle des livraisons de pâtes et papiers a diminué de 4 p. 100 au cours des dix premiers mois de 1993, à la suite d'un excédent de papier journal.

La société Bowater Inc. a annoncé qu'elle supprimerait des emplois à son usine de Brooklyn, dans le cadre d'un programme de réduction des coûts. L'avenir de l'usine de pâtes et papiers de la société Stora, dans le détroit de Canso, demeure incertain, même si la province a offert plus de 15 millions de dollars à la compagnie. Stora a annoncé la possibilité de fermer son usine à cause de la récession et du coût des améliorations qu'il

faudrait y apporter pour respecter les normes environnementales.

OBSERVATIONS

Quelques thèmes liés aux politiques gouvernementales ont été abordés au cours des consultations préparatoires au présent rapport :

- le fardeau fiscal s'alourdit (y compris l'assurance-chômage, le Régime de pensions du Canada, l'indemnisation des travailleurs, des taxes plus conventionnelles) ainsi que l'espoir que le budget fédéral n'imposera pas de taxes ni d'impôts supplémentaires;
- il faut que le prochain budget fédéral contienne des mesures radicales de réduction des coûts;
- les entreprises demeurent convaincues que les organismes gouvernementaux offrent des services qui pourraient être assurés par le secteur privé et que, dans certains cas, ils lui font une concurrence déloyale;
- dans les secteurs de pointe, on est inquiet de constater que les priorités du gouvernement fédéral semblent se situer au niveau de l'infrastructure traditionnelle;
- la région de l'Atlantique est défavorisée par rapport au centre du pays en ce qui concerne les tarifs de télécommunications (parce qu'ils sont fondés sur la distance);
- la nouvelle taxe sur les services commerciaux de la Nouvelle-Écosse (instaurée par le budget provincial du 30 septembre 1993) retardera la croissance des entreprises de services professionnels de la province;
- Il faut établir des normes et prévoir une accréditation pour l'industrie des services environnementaux;

- inquiétude des entreprises manufacturières au sujet du projet de loi provincial sur l'environnement;
- passif non capitalisé du régime d'indemnisation des victimes d'accidents du travail; et
- ouverture des commerces le dimanche (les exploitants d'entreprises touristiques sont pour alors que les détaillants sont contre).



NOUVEAU-BRUNSWICK RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

Comparativement à certaines provinces, la performance économique du Nouveau-Brunswick a été assez bonne et les perspectives sont encourageantes pour la troisième année consécutive de croissance économique modeste mais positive.

Les industries exportatrices viennent en tête avec une augmentation des recettes de 13,6 p. 100 par rapport à 1992. Le commerce de détail a enregistré une hausse de près de 5 p. 100 tandis que les livraisons dans le secteur de la fabrication (de juin à octobre) se sont accrues de 14,3 p. 100. Cette croissance est principalement attribuable à la dépréciation du dollar canadien mais il faut également tenir compte des efforts considérables de restructuration et de compression des effectifs qui ont été faits dans de nombreuses industries. L'industrie du tourisme et celle du bois de sciage ont connu un vif regain d'activité. La confiance des consommateurs reste ébranlée. Aucun signe de reprise des achats d'articles importants ne se manifeste. L'activité d'investissement des entreprises semble se confiner à la région de Moncton et au sud-est de la province, mais elle demeure lente.

Dans les secteurs du tourisme, du logement et de la métallurgie, on prévoit une bonne année,

tandis que dans celui des pâtes et papiers et dans le secteur minier, on espère une amélioration pour la fin de 1994. L'industrie de la construction est optimiste compte tenu du programme d'infrastructures annoncé récemment, du projet de construction de l'autoroute de l'Atlantique et du projet de construction d'un pont appelé «Fixed Link».

Dans l'industrie de la pêche, on prévoit une bonne année en ce qui concerne le homard et le crabe, mais une année difficile pour ce qui est du saumon d'élevage.



INDICATEURS

Logement : En 1993, le nombre de mises en chantier a pratiquement atteint les 3 700 alors qu'il n'y en avait eu que

3 310 en 1992. Si l'on s'attend à une diminution du nombre de mises en chantier d'habitations et d'immeubles résidentiels, on prévoit un accroissement du nombre de mises en chantier de maisons unifamiliales pour la quatrième année consécutive.

Emploi : Le nombre d'emplois a diminué de 3 000 par rapport à l'année précédente principalement parce que le nombre d'emplois à plein temps a diminué de 5 000 alors que le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 2 000. Le nombre d'emplois a diminué de 4 000 dans les industries de transformation et il a augmenté de 2 000 dans le secteur des services.

Industrie maritime : Le service de traversier de la Marine Atlantic à destination de l'Île-du-Prince-Édouard a enregistré une augmentation de 4 p. 100 du service passagers et une hausse de 7 p. 100 du service commercial par rapport à l'année précédente. Le service de Fundy qui relie Saint John à Digby a également enregistré une hausse de 13 p. 100 du service passagers et une de 4 p. 100 du service commercial. La Société du port de Saint John signale une augmentation globale de près de 30 p. 100 du volume d'activité exprimée en tonnes métriques, qui est due pour ainsi dire uniquement à l'accroissement du volume des expéditions de produits pétroliers de la société Irving.

Ventes de véhicules automobiles neufs : En 1993, on a enregistré une hausse de 3,8 p. 100 des ventes d'automobiles neuves dans la région de l'Atlantique, dont 1,3 p. 100 au Nouveau-Brunswick. Le projet «Fixed Link» annoncé dernièrement fera augmenter la demande de camions légers et lourds. Le représentant régional de la société Chrysler Canada prévoit une légère augmentation de 2 p. 100 des ventes d'automobiles neuves au Canada atlantique pour le premier trimestre de 1994, suite à un accroissement considérable de la demande contenue et à un hiver exceptionnellement rigoureux.

CLIMAT

Les consommateurs reprennent lentement confiance, malgré que l'on ne cesse d'annoncer des licenciements et des fermetures d'entreprises. L'industrie touristique signale que d'une manière générale, les touristes continuent à faire très attention aux prix et recherchent les produits qui représentent le meilleur rapport qualité-prix. Les détaillants confirment que malgré l'accroissement des ventes par rapport à l'année dernière, les achats se limitent aux petits articles considérés comme une aubaine.

Une conversation récente avec un haut

fonctionnaire provincial a révélé que le gouvernement prévoyait des réactions extrêmement négatives aux nombreuses mesures de réduction des coûts jugées draconiennes qu'il a prises en 1993, surtout dans le domaine des programmes sociaux. Comme ce ne fut pas le cas, le gouvernement s'est rendu compte qu'il avait en réalité sous-estimé beaucoup la volonté des Néo-Brunswickois d'appliquer de telles mesures. À la veille de la présentation d'un budget fédéral, ils semblent généralement s'attendre à ce que le gouvernement se montre dur mais juste.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication

Le secteur métallurgique, dont la performance est étroitement liée à celle d'autres secteurs, a connu une année difficile. Sur la centaine d'entreprises de ce secteur, il y en a cinq qui ont disparu en 1993. Celles qui restent ont déjà mis en oeuvre des mesures de réduction des coûts, de licenciement et de partage du travail. Le directeur général pour le Nouveau-Brunswick de l'Association des manufacturiers canadiens est beaucoup plus optimiste pour 1994. Les 12 entreprises qui forment le petit groupe représentant le secteur des matières plastiques et du caoutchouc au Nouveau-Brunswick ont pratiquement toutes déclaré une augmentation de 17 à plus de 100 p. 100 du chiffre d'affaires en 1992. Ces petites entreprises éprouvent toujours de la difficulté à obtenir de l'argent pour financer leur expansion ou adopter de nouvelles technologies à cause des conditions extrêmement strictes imposées par les banques. Ces entreprises prétendent que les décisions sont prises au siège social des banques; d'après elles, cela entraîne de longs délais et l'opération se solde souvent par une réponse négative à cause du manque de connaissance des gérants de banque qui n'y connaissent rien dans le domaine technique.

Services

Le secteur du tourisme a connu sa première période de croissance réelle en trois ans, ses recettes totales ayant atteint 615 millions de dollars alors qu'elles se chiffraient à 575 millions de dollars en 1992. Cette augmentation de 6 p. 100 des recettes n'a toutefois pas été partagée en parts égales entre tous les segments de l'industrie. Ce sont les établissements à prix moyen offrant des produits s'adressant aux marchés spécialisés (forfaits romantiques, fins de semaine d'évasion, forfaits de golf) qui ont enregistré les plus fortes augmentations en 1993. Ce fut également une bonne année pour les réunions et les congrès. L'activité touristique supplémentaire provient pour la plus grande partie d'un accroissement du nombre de touristes canadiens, du Québec et de la région de l'Atlantique en particulier. L'industrie prévoit que l'année 1994 sera également une bonne année pour elle.

Industries de la construction

Les industries de la construction où le nombre d'emplois se chiffrait à 12 000 en décembre 1993, soit 2 000 de moins qu'en décembre 1992, ont été enchantées d'entendre la nouvelle concernant le projet de construction d'un pont (Fixed Link) et le programme fédéral d'infrastructures. On envisage quelques grands projets d'immobilisations non résidentielles à court terme.

Transformation des ressources

Dans l'industrie forestière, la production de bois de sciage s'est accrue de près de 15 p. 100 par rapport à 1992, les volumes ayant presque atteint le milliard de pied-planches. Les producteurs ont réagi dès le milieu de 1993 à une pénurie imprévue de l'offre sur la côte ouest ainsi qu'à la forte demande du marché américain de la construction d'habitations vers la fin de l'année. Les producteurs prévoient une autre bonne année du fait que la demande américaine

devrait être forte. Le groupe J.D. Irving vient d'annoncer qu'il construira une usine de transformation du bois à Chipman.

L'industrie des pâtes et papiers estime que la demande va doubler au cours des 20 prochaines années en ce qui concerne les articles en papier. Les producteurs commencent à utiliser des fibres recyclées à cause des pressions écologiques; c'est l'occasion pour certains d'entre eux de se tailler une place sur le marché avec des produits appelés «écologiques». Le prix du papier couché augmente, ce qui est un bon présage pour l'usine de papier couché fin de la société Repap. En ce qui concerne le papier journal, la demande reste faible. Les usines sont appelées à faire des investissements importants pour se conformer aux règlements sur l'environnement, tel que prévu depuis longtemps. L'industrie a demandé une prolongation du délai pour l'entrée en vigueur du règlement sur les effluents des usines de pâtes et papiers.

À la suite de la récente visite de représentants d'Industrie Canada au seul laboratoire fédéral de recherche américain sur les produits forestiers, situé au Wisconsin, on est en train de faire une étude de faisabilité concernant une installation de désencrage d'un coût de 60 à 100 millions de dollars au Nouveau-Brunswick. Les études d'opportunité sur les sous-produits dérivés du procédé révolutionnaire ALCELL de Repap sont également entreprises par le Swiss Lignan Institute et la multinationale BASF.

L'industrie minière a connu une mauvaise année en ce qui concerne les métaux car le prix du cuivre, du plomb et du zinc a chuté au niveau le plus bas jamais enregistré depuis une décennie, ce qui a obligé certaines usines à avoir recours aux fermetures volontaires pour limiter les stocks. La Brunswick Mining and Smelting a perdu 20 millions de dollars au cours du dernier trimestre. Sa division minière qui représente 1 230 emplois vient d'offrir la retraite anticipée à 58 employés et

compte en licencier 105 en 1994. Les deux usines de potasse du Nouveau-Brunswick (Potash Col. of Saskatchewan et Potcan Mining Co.) sont touchées par les bas prix et par l'engorgement du marché mondial, ce qui les force à faire des fermetures volontaires et des mises à pied temporaires. L'industrie de la tourbe a augmenté son chiffre d'affaires de plus de 40 millions de dollars en 1993 (en partie à cause du mauvais temps qui a sévi au Québec) et elle prévoit un taux de croissance annuel de 8 p. 100 pour l'avenir.

Les perspectives à court et à moyen terme pour les 800 emplois directs compromis par la fermeture de la pêche à la morue du Golfe au Nouveau-Brunswick ne sont pas réjouissantes. Cette pêche était pour ainsi dire entièrement confinée au nord-est de la province qui connaissait déjà une crise économique. En ce qui concerne la pêche au homard, on prévoit que les quantités de homard débarqué seront les mêmes qu'en 1992; étant donné que les stocks étaient beaucoup plus bas à la fin de 1992 qu'au cours de l'année précédente et que la campagne de pêche d'automne en Nouvelle-Angleterre n'a pas été très bonne à cause des mauvaises conditions atmosphériques, il y a de bonnes chances que les prix demeurent stables ou augmentent, même si la demande stagne au cours du premier semestre de 1994. En ce qui concerne la pêche du crabe, les quotas de 14 500 tonnes ont été atteints en 1993 et les prix n'avaient plus été aussi bons depuis 1989. Les perspectives demeurent favorables pour 1994, et l'on prévoit une légère augmentation des quotas ainsi que des prix stables. La température anormalement basse de l'eau (trop froide pour que le saumon puisse survivre), la vibriose en eau froide et les ventes chiliennes à des prix extrêmement bas sur le marché américain ont contribué à faire de cette année la pire de toutes pour les élevages de saumon du Nouveau-Brunswick, depuis ses débuts. L'accroissement de la production chilienne et norvégienne prévu pour 1994 porte à croire que les chances d'amélioration des prix cette année sont plutôt minces. Par contre,

quelques-unes des plus grandes entreprises envisagent de faire des produits à forte valeur ajoutée.

Haute technologie

D'après le président de la New Brunswick Geomatics Association, on dirait que cette industrie traverse actuellement une récession étant donné que de nombreuses entreprises compriment leurs effectifs et licencient du personnel. Les probabilités de survie des petites entreprises sont plutôt minces et un certain regroupement se produira dans ce secteur. Compte tenu de ses points forts, que ce soit au niveau universitaire ou à celui des données géographiques appliquées, la planche de salut de l'industrie réside dans la recherche de débouchés sur les marchés internationaux. On se rend compte que pour être concurrentiel à l'échelle internationale, il faudra s'efforcer de constituer divers types de réseaux d'entreprises et d'alliances stratégiques afin de créer la masse critique nécessaire.

OBSERVATIONS

En annonçant dernièrement la nomination d'un nouveau ministre d'État chargé de l'autoroute électronique, le premier ministre a montré qu'il était décidé à créer des possibilités dans le secteur des communications ultrarapides. NBTel est la première compagnie téléphonique du Canada à installer un réseau numérique provincial, mettant ainsi en place l'infrastructure essentielle à l'aménagement d'un réseau de communication de pointe.

Dernièrement, un concours organisé pour combler un poste d'ingénieur dans une usine de transformation secondaire du bois située dans une petite localité du nord du Nouveau-Brunswick a attiré plus de 50 candidats très qualifiés, ce qui indique que l'offre est forte et la demande est faible sur le marché de l'emploi.

Les employés d'une grande fabrique de portes

et de fenêtre en bois viennent de s'entendre avec les propriétaires britanniques et ont accepté une réduction de salaire de 10 p. 100 sans garantie de stabilité d'emploi. L'entreprise de Moncton qui compte plus de 200 employés est une des quatre usines nord-américaines qui appartiennent à l'entreprise britannique et qui sont toutes en voie de restructuration. L'ironie du sort veut qu'un fabricant de fenêtres et de portes en vinyle de Moncton entreprenne des travaux d'expansion pour un million de dollars.

D'après un projet qu'étudient actuellement les deux paliers de gouvernement, une frégate construite au Nouveau-Brunswick ira mouiller dans divers ports d'Asie orientale. Elle servirait de salle d'exposition itinérante mettant à l'honneur les meilleurs exemples d'entreprises canadiennes de pointe.



MANITOBA RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

Par rapport à l'année précédente, le PIB du Manitoba s'est accru de 1,5 p. 100, surtout grâce à l'augmentation des profits des sociétés (8,8 p. 100), de l'amortissement (3,1 p. 100) du revenu d'investissement (2,5 p. 100) et du revenu des entreprises non constituées (1,6 p. 100).

On estime généralement que le taux de croissance réel du Manitoba devrait tomber à 1 ou 1,5 p. 100 en 1993 et par conséquent qu'il devrait être inférieur au taux de croissance de 2,6 p. 100 prévu pour l'ensemble du Canada.

La performance a été encourageante dans plusieurs secteurs de la province au cours de la dernière partie de 1993, surtout dans le secteur de la fabrication, dans l'agroalimentaire et dans le secteur des services. Étant donné la vigueur relative et la position de ces secteurs, on prévoit que le PIB du Manitoba augmentera de 2,8 p. 100 (Conférence Board) à 3 p. 100 (Banque de la Nouvelle-Écosse, Banque Toronto-Dominion et Informetrica).

La modeste reprise enregistrée jusqu'à présent est due aux exportations. La faiblesse du dollar canadien ainsi que l'amélioration de la situation économique aux États-Unis ont déclenché une nouvelle vague d'exportations dans les secteurs manufacturier et agroalimentaire.

Comparativement, les ventes intérieures ont continué à stagner dans la plupart des secteurs, ce qui a eu un effet modérateur sur l'économie provinciale du fait qu'elle a tendance à compter davantage sur les ventes aux autres provinces que sur les exportations.

Les exportations totales représentent traditionnellement environ 30 p. 100 du PIB provincial, tandis que les exportations à l'étranger ne comptent que pour 13 p. 100.



INDICATEURS

Le bilan statistique de l'économie de la province indique que la situation s'est améliorée par rapport à l'année précédente (de déc. 1992

à déc. 1993). Statistique Canada signale que le taux de participation désaisonnalisé du Manitoba (67,2 p. 100) a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (66,8 p. 100) et qu'à cet égard, le Manitoba se situe au second rang, après l'Alberta. La moyenne pour le Canada est de 65,1 p. 100.

Entre décembre 1992 et décembre 1993, la population active du Manitoba s'est accrue de 0,9 p. 100 et le taux d'accroissement a été de 2,1 p. 100 dans le secteur de l'emploi. Par contre, le taux de chômage a baissé de 9,1 p. 100 en novembre 1993 et de 9,8 p. 100 en décembre 1992 à 8,8 p. 100 en décembre 1993.

Il convient toutefois de signaler que le nombre d'employés à temps partiel s'est accru de 6,2 p. 100 alors que le nombre d'emplois à plein temps n'a augmenté que de 1,8 p. 100 entre décembre 1992 et décembre 1993.

On estime qu'un minimum de 80 000 Manitobains, soit environ 5 p. 100 de la population active, sont maintenant à leur propre compte et travaillent chez eux.

La proportion de faillites d'entreprises a diminué de 15,2 p. 100 dans la province par rapport à l'année précédente. C'est dans le secteur du commerce de gros et de détail que l'on a enregistré le plus de faillites (31 p. 100), puis dans le secteur des aliments et des boissons et dans celui de l'hébergement (17,4 p. 100).

On estime qu'en 1993, les dépenses d'investissement se chiffreront en tout à environ 3 344 millions de dollars au Manitoba, poursuivant ainsi la tendance à la baisse amorcée depuis 1990 (3 795 millions de dollars). C'est le chiffre le plus bas enregistré à ce chapitre depuis 1985 (3 200 millions de dollars).

La diminution enregistrée au cours des deux dernières années est attribuable à une réduction des dépenses d'investissement dans le secteur des communications (-14,5 p. 100) et dans celui des transports (-16,6 p. 100). Fait encourageant, elles ont augmenté de 17,2 p. 100 dans le secteur manufacturier.

Les agences immobilières locales prévoient depuis un certain temps une reprise des ventes immobilières. Celle-ci se fait attendre, malgré les prix favorables qui sont à la baisse et les taux d'intérêt peu élevés. Le nombre de mises en chantier reste comparativement très bas (seulement 70 p. 100 des niveaux atteints dans les années 1980). D'après les statistiques, il ne s'est accru que de 1,2 p. 100.

Les ventes au détail continuent essentiellement à stagner ou elles ont diminué depuis la fin des

années 1980. De septembre 1992 à septembre 1993, on a enregistré un accroissement général des ventes de 5,9 p. 100, les principaux bénéficiaires étant les détaillants ayant un volume de roulement élevé et des frais peu élevés ainsi que certains détaillants spécialisés.

Les stations de radio ont toutefois généralement enregistré des chiffres record pour le quatrième trimestre au chapitre des ventes de publicité.

Les ventes de voitures neuves ont diminué de 6,7 p. 100 au cours de la période allant de juillet 1992 à juillet 1993 et elles n'ont cessé de baisser depuis 1986 (-34,3 p. 100).

Les détaillants de la province ont généralement souffert d'une croissance démographique nulle et d'une diminution constante du pouvoir d'achat des Manitobains.

- Depuis 1984, les gains hebdomadaires moyens qui représentaient 93,9 p. 100 de la moyenne canadienne sont tombés à 88,3 p. 100 en 1993.
- La croissance démographique reste inférieure à la moyenne nationale. Entre 1992 et 1993, elle a été de 0,3 p. 100 au Manitoba alors qu'elle a été de 1,1 p. 100 pour l'ensemble du Canada.
- D'après un rapport du Conseil national du Bien-être paru récemment, le Manitoba est la province où le taux de pauvreté est le plus élevé : 21,1 p. 100 des Manitobains vivaient en deçà du seuil de la pauvreté en 1991 alors que la moyenne nationale était de 13,1 p. 100.

Pour la deuxième année consécutive, les fonds consacrés à l'éducation par la province ont diminué. Ils ont baissé en tout de 4,5 p. 100 pour les deux années.

La faiblesse de la devise canadienne a contribué à une baisse des achats de l'autre

côté de la frontière : les voyages faits par les Manitobains ont diminué de 20,4 p. 100 (d'août 1992 à août 1993).

CLIMAT

Tant pour les consommateurs que pour les entreprises, la reprise a été d'une lenteur exaspérante. La performance réelle de l'économie n'a même pas atteint les taux de croissance modestes prévus. Dans les deux camps, on continue à percevoir des signes contradictoires.

- Une compagnie de camionnage ayant son siège à Winnipeg, la Motorways, a fermé ses portes en décembre et de ce fait, près de 800 employés se sont retrouvés au chômage.
- Un constructeur d'autobus de Winnipeg, New Flyer Industries, a annoncé un projet de contrat de 80 millions de dollars consistant à fournir jusqu'à 300 autobus à la Nouvelle-Orléans. Cette opération couronne une année record pour New Flyer qui a livré 400 autobus et réalisé un chiffre d'affaires de 125 millions de dollars.

D'après un sondage d'opinion récent, les Manitobains sont toutefois un peu plus optimistes quant aux perspectives économiques de leur province. Ce sondage indique que 28,5 p. 100 des Manitobains prévoient une meilleure performance de l'économie cette année et que 49,6 p. 100 ne prévoient aucun changement. Ces résultats représentent une légère amélioration par rapport à ceux de mars 1993 (23,6 et 49,4 p. 100).

Par contre, les Manitobains sont moins optimistes au sujet de leurs finances personnelles : 25,8 p. 100 d'entre eux pensent que leur situation financière se détériorera au cours de l'année prochaine.

Le programme fédéral d'infrastructures annoncé dernièrement (68,3 millions de dollars pour le Manitoba) a suscité un certain optimisme; on s'interroge activement sur l'opportunité d'affecter les subventions à des initiatives dans le secteur de la haute technologie (moins d'emplois - retombées à long terme) ou à des projets conventionnels (davantage d'emplois - retombées immédiates seulement).

Le gouvernement du Manitoba a poussé un soupir de soulagement en apprenant qu'aux termes du nouvel accord de financement quinquennal, Ottawa augmentera les paiements de transfert de 64 millions de dollars. Le Manitoba aura droit à 1,1 milliard de dollars en 1999 alors qu'il en reçoit actuellement 854 millions. La province a un potentiel financier propre relativement faible (les paiements de transfert fédéraux représentent environ 33 p. 100 des recettes).

Le budget fédéral et la possibilité d'élections provinciales au printemps ont beaucoup attiré l'attention. En ce qui concerne le budget, les Manitobains s'intéressent de près aux questions fiscales, à la réduction des dépenses fédérales et du déficit, à l'avenir de la déduction pour gains en capital, aux REER et à d'éventuelles réformes du régime d'assurance-maladie et des programmes sociaux.

L'imposition à outrance (sous toutes ses formes) demeure un sujet de préoccupation majeur. Les trois paliers de gouvernement sont la cible des critiques.

Le principe des «vendredis de Filmon» peut être appliqué à tous les employés du secteur public et porter sur une période de 10 à 15 jours, compte tenu du fait que les dispositions législatives nécessaires existent déjà. On espère ainsi économiser une trentaine de millions de dollars par an.

PRINCIPAUX SECTEURS

Technologie de l'information

Les entreprises s'intéressent énormément à l'autoroute électronique et au réseau CANARIE, surtout depuis que M. Gerrard et le premier ministre Filmon appuient ces deux initiatives. Les entreprises locales de technologie de l'information s'interrogent sur la façon de positionner leurs produits et leurs services à cause du rythme accéléré auquel d'autres entreprises introduisent de nouvelles technologies, de façon à être concurrentielles tout en comprimant les coûts.

L'adoption récente de l'ALENA pose des problèmes aux entreprises de location de logiciels. La plupart d'entre elles devront peut-être fermer leurs portes parce qu'elles seront tenues de se conformer aux lois américaines sur le droit d'auteur, plutôt qu'aux lois canadiennes.

Services

Les entreprises de services continuent de mettre surtout l'accent sur la qualité et la technologie. Il faudra prendre encore plus conscience des possibilités de ces industries sur le plan des exportations. Grâce à l'ALENA, bien des entreprises de services sont optimistes quant aux débouchés possibles dans les secteurs des télécommunications, de la consultation, de la formation et du génie.

Fabrication

Les exportations ont été le principal facteur de croissance. L'accroissement de la demande au niveau des exportations est dû à un raffermissement du marché américain. L'industrie abandonne petit à petit son esprit de clocher pour embrasser une perspective plus internationale. Les dépenses d'investissement considérables sont toujours axées principalement sur l'amélioration des technologies (conception et fabrication assistées par ordinateur, p. ex.).

C'est au Manitoba que la moyenne des salaires horaires est actuellement la plus basse dans le secteur manufacturier (12,74 \$), puisqu'elle ne représente que 82,3 p. 100 de la moyenne nationale (15,47 \$) et 70,9 p. 100 de la moyenne en Colombie-Britannique (17,96 \$).

Agriculture

Les effets des prix quasi record du colza canola se font sentir dans toute la province étant donné que les agriculteurs se remettent à dépenser. L'Institut canadien d'équipement agricole et industriel a annoncé que les ventes de tracteurs ont augmenté de 30 p. 100 en raison des nombreux achats effectués à la fin de 1993. Par ailleurs, les détaillants de la ville de Brandon ont enregistré une hausse de 20 p. 100 des ventes au cours de la période de Noël. Les prix élevés du colza canola sont dus en grande partie aux mauvaises récoltes américaines, à la suite des inondations survenues dans le Middle West. Le Conference Board du Canada prévoit une croissance de 8,9 p. 100 pour le secteur agricole. La dépréciation de notre devise a contribué à l'accroissement des exportations, surtout dans le secteur de l'élevage bovin.

Tourisme

Le nombre d'Américains arrivant au Manitoba au cours des huit premiers mois de 1993 a augmenté de 1,2 p. 100 (moyenne nationale = 0,2 p. 100). En outre, dans le secteur hôtelier, les taux d'occupation sont passés de 63,2 p. 100 à 65,9 p. 100 en l'espace d'un an.

Le nombre d'étrangers (à l'exception des Américains) qui sont allés au Manitoba en 1993 s'est accru de 25,5 p. 100 par rapport à 1992.

OBSERVATIONS

Un nouveau requin dans le secteur du détail

«Tous ceux qui essaient de gagner leur vie dans le secteur des ventes au rabais viennent de se faire passer sur la tête par un gros éléphant». C'est ainsi que le courtier en valeurs mobilières Brian Katz commentait l'effet de l'annonce de l'établissement de Wal-Mart's sur la valeur des actions des entreprises canadiennes du secteur du détail.

La récession est-elle vraiment finie?

Norm Leach, un représentant de la Chambre de commerce du Manitoba, a fait la déclaration suivante : «La récession est terminée à en juger d'après les statistiques; il ne reste plus qu'à convaincre les milieux d'affaires».

Appelez le 1-800-Manitoba

Désireux de s'approprier une part plus importante du marché des télécommunications nord-américain, qui représente un chiffre d'affaires de 295 milliards de dollars, le Manitoba fait tout son possible pour être considéré comme le centre idéal pour les télécommunications (il paraît que la part du Canada ne s'élève qu'à 8,5 milliards de dollars). L'année dernière, le Manitoba a hérité de 710 emplois dans ce secteur en attirant des entreprises comme Unitel, Canadien Pacifique, Integrated Messaging Inc. et la Société canadienne des postes.

Les fonctionnaires de la province négocient en vue d'attirer 1 000 emplois supplémentaires.



ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard repose sur l'agriculture, la pêche et le tourisme. Le gouvernement fédéral est toutefois le principal moteur d'activité économique par le biais des paiements de transfert, des programmes sociaux et des salaires versés directement.

Les rapports indiquent qu'en 1993, le prix de la pomme de terre s'est raffermi, le nombre de touristes a augmenté et la pêche au homard a été bonne (même si les prix payés aux pêcheurs étaient inférieurs à ceux de 1992). Les livraisons du secteur manufacturier, les exportations et les ventes au détail ont été bonnes.

L'emploi est demeuré constant grâce à une croissance dans le secteur des services. On s'attend à ce que le projet de construction d'un pont fasse augmenter les dépenses locales. Dans l'ensemble, les initiatives du secteur privé ont provoqué un changement d'attitude et l'on affichait un optimisme prudent à la fin de l'année. Par ailleurs, les conséquences que pourraient avoir les déficits gouvernementaux et les mesures nécessaires pour les enrayer continuent à susciter des craintes pour l'avenir au sein de la population de l'île.

INDICATEURS

Maritime Electric a signalé une augmentation

de la consommation d'électricité en 1993 et la société prévoit une nouvelle hausse de 2,9 p. 100 en 1994, en partie à cause des besoins u nouveau centre de la TPS.

La société Island Telephone Limited a bénéficié d'une croissance plus forte que prévue de la demande de lignes d'abonnés au cours de l'année qui vient de s'écouler mais

elle pense que cette demande redeviendra normale tout en restant positive au cours de l'année qui vient; la compagnie estime que le projet de construction d'un pont donnera un élan supplémentaire à l'économie.

En 1993, le nombre de mises en chantier a été à peu près le même qu'au

cours des années antérieures car les avantages de l'expansion dans les zones urbaines ont été contrebalancés par un recul dans les zones rurales. Une faible augmentation du nombre de mises en chantier de maisons unifamiliales est prévue dans le courant de l'année. Du côté de la revente, c'est toujours la stagnation, mais le maintien des faibles taux hypothécaires à un niveau peu élevé et le projet de construction d'un pont devraient générer une croissance de 10 à 15 p. 100 dans ce segment du marché.

Ressources humaines et Travail Canada signale que le nombre annuel moyen d'emplois (53 000) n'a pas changé dans le courant de l'année (cela représente toutefois une diminution de 4 p. 100 par rapport à 1991).



Le taux de participation a légèrement fléchi. On s'attend à ce que la réduction des effectifs se poursuive dans tous les secteurs sauf ceux de la construction, du commerce extérieur voire des services communautaires. Le taux de chômage moyen pour 1993 est resté le même qu'en 1992, soit 17,7 p. 100.

La tendance à la baisse ne s'est pas poursuivie dans les ventes au détail (+5,1 p. 100) et les ventes de véhicules automobiles neufs.

Le taux d'inflation reste aux alentours de 2,1 p. 100. Le produit intérieur brut reste stable et la croissance prévue pour 1994 est de l'ordre de 3,5 p. 100 (Banque de Montréal).

CLIMAT

L'humeur des consommateurs a changé; de pessimistes qu'ils étaient, ils affichent un optimisme prudent. L'«homme de la rue» pense que le projet de construction d'un pont créera entre 400 et 500 emplois dans la province mais qu'ils seront de courte durée et que ce projet n'aura donc pas une influence durable. Les craintes suscitées par les déficits budgétaires, par l'augmentation des impôts et des taxes ainsi que par d'autres mesures provinciales de rationalisation incitent la population à restreindre ses dépenses.

La Chambre de commerce du Grand Charlottetown a convoqué dernièrement les chefs d'entreprises pour discuter de la performance de l'économie en 1993 et des perspectives pour 1994. Elle a résumé l'état d'esprit des participants en parlant d'«optimisme raisonnable». Le projet de construction d'un pont, la croissance dans les secteurs de la transformation des aliments et du tourisme, le projet fédéral de travaux d'infrastructure, la modicité des taux d'intérêt et la faiblesse du dollar canadien améliorent les perspectives pour le secteur privé mais ce sont les compressions probables des gouvernements fédéral et provincial (réforme provinciale et réduction des dépenses dans le secteur public)

qui auront l'effet modérateur le plus marqué.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication

Les réductions d'effectifs ont contribué à accroître la productivité. Au chapitre des stocks, des livraisons et des commandes considérés en bloc, on a enregistré pour la période allant jusqu'au 30 septembre 1993 une hausse de 11,6 p. 100 par rapport à 1992. D'après l'AMC, en 1993, les fabricants et les transformateurs de l'Île-du-Prince-Édouard ont connu une reprise induite par les exportations et d'autres améliorations sont encore possibles grâce à la demande refoulée.

La province a entamé l'élaboration d'une nouvelle Stratégie de développement économique susceptible d'entraîner un changement pour une partie des programmes de développement commercial, des services, des systèmes d'exécution et des stratégies en place actuellement.

Pêche

À brève échéance, l'avenir de la pêche demeure incertain. La pêche des poissons de fond et les emplois qu'elle génère dans les usines de transformation risquent de connaître une période d'instabilité en 1994, à cause de la fermeture de la pêche à la morue du Golfe, de l'incertitude des prises accessoires autorisées et des tergiversations interminables au sujet de la reconstruction de l'usine Usen après l'incendie (c'est le deuxième employeur de l'Île-du-Prince-Édouard et la société exporte des produits pour plus de 17 millions de dollars). D'après les premiers renseignements que nous avons, les débarquements de homard n'ont été que légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente mais des stocks complets ont déprimé les prix et affaibli les marchés. Les transformateurs craignent que les nouveaux acheteurs de homard représentant les usines de transformation de poisson d'autres provinces

qui sont à court de poisson ne perturbent la structure de consommation traditionnelle du homard et du crabe, espèces qui semblent représenter les rares stocks halieutiques encore abondants à l'heure actuelle. L'octroi des permis de pêche au homard, la pêche des autochtones et la taille des carapaces pourraient être des sources de litiges. Il y a un facteur encourageant : on estime que les stocks de homard se rapprochent des niveaux normaux et (à condition que le problème des prises accessoires faites au cours de la pêche à la morue puissent être résolu) il existe des possibilités d'exploitation des stocks de chiens de mer et de requins. Les efforts déployés en vue de trouver des débouchés rentables pour les stocks de harengs se poursuivent. Enfin, l'industrie aquicole (moules) poursuit sa croissance.

Agriculture

La pomme de terre domine la scène agricole à l'Île-du-Prince-Édouard; de bons rendements, des prix exceptionnels et la croissance soutenue de la production dans les exploitations de Cavendish Farms et de McCains ont stabilisé ce secteur. Il faut continuer à mettre l'accent sur la qualité et sur la lutte contre les maladies pour maintenir cette reprise. Dans certaines régions, on est préoccupé au sujet des répercussions de l'accord final du GATT sur l'avenir des producteurs et des transformateurs de lait et de volaille. La rentabilité de l'élevage du porc reste à la limite et la production est insuffisante pour répondre aux besoins de l'usine de Garden Province Meats. Au cours du troisième trimestre (30 septembre 1993), les recettes monétaires agricoles ont en général augmenté par rapport à l'année précédente, dans tous les sous-secteurs.

Tourisme

D'après les statistiques, après avoir diminué pendant trois ans, le nombre de visites a augmenté de 10 p. 100 en 1993. Environ 625 000 touristes ont dépensé à peu près

110 millions de dollars dans le courant de l'année. C'est de l'Ontario et du Canada atlantique que viennent la plupart des touristes de l'Île-du-Prince-Édouard, les chiffres respectifs étant de 124 900 (28,3 millions de dollars) et 189 100 (26,7 millions de dollars). Les perspectives sont encourageantes pour 1994; les planificateurs de marketing de la province prévoient un accroissement du nombre de visites familiales traditionnelles et ils viseront également des segments plus récents du marché (les personnes âgées, par exemple).

Services

À l'Île-du-Prince-Édouard, la plupart des entreprises privées sont de petites entreprises qui desservent une clientèle locale. Le secteur des services est toutefois le seul à avoir connu une croissance relative au titre de l'emploi dans le courant de l'année, croissance due notamment à une augmentation du nombre de services de santé à temps partiel et occasionnels ainsi qu'à des services de formation de la main-d'oeuvre (plusieurs nouveaux programmes ont été instaurés). Le fait que la situation se soit rétablie dans les secteurs du logement et des aliments et boissons entre également en ligne de compte. On pense qu'il y aura des réductions d'effectifs dans le secteur des services dans le courant de l'année prochaine, à cause de la mise en oeuvre des plans provinciaux de réorganisation des services de santé, des services publics et des services d'éducation.

OBSERVATIONS

L'humeur des consommateurs a changé et ils font désormais montre d'un optimisme prudent, grâce au regain d'activité suscité par la reprise dans les secteurs de la pomme de terre et du tourisme, par l'ouverture du centre de la TPS et par l'espoir que le projet de construction d'un pont créera des emplois au cours des trois ou quatre prochaines années. Les fabricants et les transformateurs pensent

également qu'ils vont connaître une période de croissance en raison de toute la demande refoulée qui s'est accumulée.

L'optimisme des consommateurs est toutefois fragile et la reprise ne se poursuivra pas si la réorganisation des services d'éducation, de santé ainsi que des services sociaux de la province entraîne des licenciements massifs, si des coupes sombres sont faites dans les paiements de transfert et dans les programmes sociaux fédéraux ou si les nouveaux emplois créés continuent d'être des emplois à temps partiel ou occasionnels.



COLOMBIE-BRITANNIQUE RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

D'après les statistiques, 1993 a été une bonne année pour l'économie de la Colombie-Britannique comparativement aux autres provinces : les livraisons ont augmenté de 10 p. 100 dans le secteur manufacturier ainsi que dans celui des ventes au détail, les exportations se sont accrues de 16 p. 100 et le nombre de mises en chantier a augmenté de 10,3 p. 100 dans les zones urbaines (le nombre total a atteint le chiffre record de 42 807). Dans le secteur de l'emploi, il y a eu une hausse de 3,2 p. 100 (49 000 emplois) alors que pour l'ensemble du Canada elle a été de 1,2 p. 100. L'indice de l'offre d'emploi a baissé de 11 p. 100 au cours de l'année dernière. Cette année, le taux de chômage était de 9,8 p. 100 en janvier, soit un tout petit peu moins qu'au mois de décembre (10,1 p. 100).

On affiche un optimisme prudent à propos de l'année 1994. Les PME prévoient une certaine expansion (surtout en ce qui concerne les moyennes entreprises, celles dont le chiffre d'affaires se situe entre 1 et 10 millions de dollars) et elles comptent engager des travailleurs à plein temps; les grandes entreprises envisagent de comprimer davantage leurs effectifs. La concurrence étrangère et locale acharnée, la frugalité des consommateurs et le *fardeau fiscal* constituent

une entrave à la croissance.

On note un certain découragement chez les demandeurs d'emploi. À ce chapitre, la croissance a été faible (1,1 p. 100 en novembre 1993) et elle s'est cantonnée principalement en dehors de Vancouver, chez les hommes du groupe d'âge 25-44 ans. En Colombie-Britannique, le taux de participation a diminué de 1,5 point (Vancouver, 3,1 points) alors que la diminution moyenne a été de 0,6 point à l'échelle nationale; si le taux de participation restait le même qu'il y a un an, le taux de chômage serait d'environ 12 p. 100 à Vancouver.



INDICATEURS

On note un accroissement dans les ventes au détail, mais le chiffre d'affaires des grands magasins diminue à cause de la préférence des consommateurs pour les magasins de rabais et pour les magasins spécialisés. Les organisateurs de croisières qui opèrent à partir de Vancouver ont connu une saison record en 1993, avec 234 voyages; on prévoit plus de 270 voyages pour 1994.

Depuis peu, les généralistes mais aussi les spécialistes, les vendeurs et vendeuses et les agents financiers capables de *réunir des capitaux et les gérer* sont en demande. On consacre davantage de temps à la sélection. Le travail d'équipe est de plus en plus en vogue.

Dans le cadre d'un récent sondage, 274 gens d'affaires (56 p. 100) de Colombie-Britannique estiment que les subventions gouvernementales à l'entreprise sont insuffisantes.

Les entreprises font de gros efforts pour essayer d'accroître leur productivité en achetant des machines et de l'équipement neufs et il est possible que l'augmentation de la production n'entraîne pas de gains au niveau de l'emploi. On continue à délaissier les indemnités salariales et à donner la préférence à des boni et à d'autres mesures d'encouragement.

Les ventes de papier hygiénique augmentent, ce qui indique la fin de la récession (d'après certains représentants de cette industrie, les gens en utilisent davantage en période de prospérité)!

L'accréditation syndicale a doublé en 1993; 40 p. 100 des syndicats de la Colombie-Britannique négocient des ententes en 1994. La collaboration entre les PME et les syndicats est minime.

La consommation est déprimée parce que le revenu disponible ne s'améliore pas. Le nombre de coupons rabais remis et le taux de réaction aux promotions publicitaires ont considérablement augmenté.

Forte diminution des faillites commerciales (30,9 p. 100 entre septembre 1992 et septembre 1993).

Un nouveau quotidien en langue chinoise a été lancé à Richmond et l'on prévoit un tirage de 20 000 exemplaires. Les dépenses pour la publicité en chinois dans les médias se chiffrent à 1 million de dollars par mois.

Les dépenses d'investissement ont augmenté de 6 p. 100 en 1993, surtout dans le secteur du logement et dans le secteur public; il ne s'agit pas d'investissements commerciaux productifs.

Dans les services techniques, la croissance n'est pas uniforme; les petites entreprises font des affaires (elles recrutent un peu) tandis que les grandes réduisent leurs effectifs (six regroupements dernièrement -- le personnel de H.A. Simmons de Vancouver a été réduit de 2 000 à moins de 500 employés).

CLIMAT

Protestations et pessimisme au sujet des frais imposés par le gouvernement (paperasserie administrative excessive, augmentation des cotisations du RPC et d'A-C, nécessité d'un guichet unique pour les services gouvernements) : «Je n'ai plus les moyens d'être en affaires, les perspectives de croissance sont nulles et je n'arrive pas à m'approvisionner à un coût raisonnable.»

Les PME font souvent allusion aux avantages qui les incitent à aller s'établir dans le nord-ouest américain, notamment sur *le plan fiscal*, sur le plan administratif et en raison de l'absence de cadre de développement fédéral-provincial.

Préoccupations des banques : le financement des industries du secteur des ressources, qui sont durement touchées; une certaine prudence à l'égard des prêts commerciaux; par ailleurs, pratiquement aucun financement pour la construction d'hôtels ou d'édifices commerciaux. Pour obtenir un prêt immobilier il faut que 75 p. 100 des locaux soient vendus ou loués d'avance.

Les détaillants sont très inquiets au sujet de la paperasserie administrative, des politiques, des règlements et de «l'ingérence gouvernementale qui va en croissant de jour en jour».

PRINCIPAUX SECTEURS

Ressources

Produits forestiers :

La conjoncture du marché est généralement favorable : au mois de décembre, le nombre de mises en chantier aux États-Unis a augmenté de 6,2 p. 100, ce qui a fait remonter le prix du bois de sciage à un niveau supérieur à 520 \$ US; le prix de la pâte augmente (deux fois depuis décembre) et il atteint actuellement 460 \$ US par tonne. Les gains des producteurs intégrés sont en hausse, surtout pour ceux qui produisent principalement du bois de sciage. Les mesures d'économie ont des répercussions sur la R.-D. et les projets sont mis en veilleuse; les dépenses sont davantage axées sur les facteurs environnementaux que sur des améliorations au niveau de la production.

L'industrie est prudente au sujet du nouveau code forestier (Forest Practices Code) de la Colombie-Britannique; il améliorera la perception et il amènera quelques nouveaux produits (écorceuse, par exemple) mais son application sera coûteuse; il sera difficile à appliquer uniformément dans toute la province; il fera peut-être aussi grimper le montant des droits de coupe (évalués à 1 milliard de dollars cette année au lieu de 615 millions en 1992). On prévoit une diminution des possibilités de coupe annuelle de 10 à 15 p. 100 d'ici 2003 (10 000 emplois) – gros problème d'adaptation.

Le report de l'adoption de règlements accordant aux entreprises un sursis pour l'application des règlements sur les effluents provoque la consternation. Les entreprises de la Colombie-Britannique ont déjà des règlements provinciaux plus stricts à respecter.

En Amérique du Nord, le marché des produits du genévrier rouge se rétrécit parce que les consommateurs (surtout à Vancouver) estiment que ce bois exige beaucoup d'entretien (il doit

être teinté, par exemple). Les marchés se déplacent vers l'Arabie saoudite, Taïwan et le Japon. Les compagnies se créent une voie d'accès aux marchés européens en expédiant leurs produits en Pologne pour qu'ils soient assemblés et vendus dans les pays de la CÉ.

On donne de plus en plus la préférence aux matériaux composites (taux de croissance annuels de 15 à 20 p. 100) sur les produits du bois. Les producteurs de matériaux composites modernisent activement leurs installations et ils y investissent beaucoup d'argent. Les producteurs de panneaux dérivés du bois prévoient une croissance de 25 p. 100 en 1994 et de 25 à 40 p. 100 en 1995.

Exploitation minière :

La demande continue à être faible et les prix sont bas; le prix du charbon du sud-est a diminué de 3,85 \$ US la tonne; les dépenses d'exploration et d'investissement sont stationnaires ou diminuent; on prévoit que les pertes d'emplois continueront jusqu'en 1996. L'industrie estime que le creux du cycle a été atteint en 1993 et qu'il y aura une légère augmentation des prix dans le secteur des métaux communs en 1994.

Les principaux sujets de préoccupation demeurent le *contexte fiscal onéreux* de la Colombie-Britannique (taxe d'eau, par exemple), le fardeau représenté par les règlements sur l'environnement, le temps nécessaire pour mettre une mine en exploitation, les territoires perdus à cause de la création de parcs et les frais de récupération.

Pêche :

Les profits sont minimes ou inexistants, l'industrie s'efforce de réduire les frais et de recourir davantage à la technologie pour accroître la production. Les entreprises réclament des crédits d'impôt pour la formation afin d'encourager la formation sur place.

Fabrication :

Le coût élevé de la main-d'oeuvre continue à inciter les fabricants de métaux lourds à aller s'établir aux États-Unis; ce mois-ci, deux entreprises supplémentaires cherchent activement un endroit où s'établir aux États-Unis (plus de 400 employés risquent d'être touchés); selon certaines rumeurs, d'autres entreprises cherchent également. Le processus d'octroi des permis environnementaux aux installations de production américaines a été simplifié (il ne dure plus qu'un an au lieu de deux ans). *L'impôt provincial sur le capital* exaspère les fabricants.

Haute technologie - communications :

Les petites entreprises (de 20 à 30 employés) investissent et prennent de l'expansion : bâtiments, personnel, stocks; la demande de capitaux augmente.

L'industrie estime que le gouvernement provincial n'a pas encore reconnu les avantages économiques qu'offrent les industries basées sur les connaissances. *L'augmentation des charges sociales* est un grand sujet de préoccupation (indemnisation des travailleurs, RPC - A-C); ces charges réduisent les marges bénéficiaires et elles empêchent les entreprises d'être compétitives sur le plan international.

Dans le secteur de la biotechnologie, on prévoit une augmentation de 38 p. 100 des revenus des sociétés au cours des cinq prochaines années. Principaux problèmes : inexistence d'un système de réglementation cohérent et efficace; faiblesse du marché financier au Canada; pénurie de compétence en marketing et en développement de produits; concurrence entre les laboratoires publics et privés du fait que les pouvoirs publics veulent rentrer dans leurs frais; et manque d'enthousiasme de la part des consommateurs. L'industrie considère la décision du gouvernement de la Colombie-Britannique

d'autoriser la vente du médicament générique appelé Enalapril (qui est en concurrence directe avec le Vasotec, un médicament breveté) comme un signe d'indifférence envers certains droits de propriété intellectuelle. Cela risque de nuire aux investissements.

SERVICES

Tourisme :

La période de Noël a été excellente pour les centres de ski de toute la Colombie-Britannique et les perspectives sont encourageantes pour le reste de la saison (sauf à Vancouver); dans d'autres secteurs, les taux d'occupation sont plus élevés que l'année dernière, les marchés américain et allemand sont sains (c'est du côté du marché américain que l'on a enregistré la plus forte croissance) et le nombre de touristes japonais est stable.

Les hôtels locaux font face à une diminution des marges bénéficiaires malgré un taux d'occupation élevé. La récente *interprétation fiscale* qui permet aux entreprises de déduire les frais d'organisation d'assemblées et de congrès dans des «hôtels» mais pas dans des «centres de villégiature» provoque des remous dans l'industrie. On met en doute la volonté des gouvernements fédéral et provincial de promouvoir le tourisme.

Environnement :

L'industrie est troublée par la décision du gouvernement provincial de «déprivatiser» les laboratoires de recherche sur l'environnement. La base intérieure est un tremplin important pour les exportations (crédibilité et situation financière stable).

La stratégie fédérale à l'égard de l'industrie de l'environnement devrait être inspirée du désir de devenir la «Singapour de l'Amérique du Nord» en s'intéressant surtout aux entreprises qui ont fait leurs preuves et qui gèrent et utilisent des technologies existantes.

OBSERVATIONS

Des problèmes importants subsistent : *l'imposition*, les politiques gouvernementales, l'économie et le déficit. *«Les impôts et les taxes chassent les entreprises de l'autre côté de la frontière et favorisent l'économie souterraine.»*

On estime que le gouvernement ferait oeuvre utile en créant un climat propice aux affaires, en encourageant l'innovation et la commercialisation; en adoptant des stratégies et en créant des structures permettant de faire baisser le taux d'insuccès des entreprises; il faut s'arranger pour former des travailleurs qualifiés. *«Que le gouvernement s'occupe de l'économie, surtout du déficit, et nous nous occuperons de nous-mêmes et de nos entreprises.»*

Les modifications apportées dernièrement au Code du travail de la Colombie-Britannique, la loi sur l'équité en matière salariale et l'augmentation des primes d'assurance-chômage accentuent le sentiment chez les gens d'affaires et les investisseurs qu'il est plus coûteux d'être en affaires en Colombie-Britannique que dans le nord-ouest des États-Unis. Les données comparatives sont vitales (coût des facteurs de production, marges bénéficiaires et *imposition*).

Resserrement du crédit commercial : les secteurs de l'hôtellerie, de l'exploitation forestière, du commerce de détail, de la construction ainsi que d'autres petites entreprises estiment qu'il était impossible ou de plus en plus difficile d'emprunter de l'argent aux banques au cours du quatrième trimestre de 1993.

La réforme de l'assurance-chômage doit régler les problèmes du recyclage et du perfectionnement; il faut que les fonds affectés à la formation soient gérés directement par les employeurs. La population est de plus en plus révoltée contre les resquilleurs qui profitent de la sécurité sociale.

Queen
He
111
- PS14
1994
Hiver

ALBERTA
RAPPORT RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS
HIVER 1994

VUE D'ENSEMBLE

Dans l'ensemble, la situation industrielle et les perspectives sont bonnes en Alberta. On considère que la conclusion de l'Accord du GATT et que l'adoption de l'ALENA ont un effet positif et stimulant. D'une façon générale, les entreprises de l'Alberta se réjouissent des nouvelles facilités d'accès aux marchés et des nouveaux débouchés

commerciaux, surtout dans les secteurs énergétiques qui entrevoient des débouchés au Mexique et plus loin. Il convient toutefois de signaler que cela n'arrange pas tous les secteurs, surtout le segment du secteur agricole qui fait face à une modification des programmes de commercialisation des denrées agricoles. Le fait que l'Alberta appuie fermement la suppression des barrières interprovinciales au commerce est également considéré comme un facteur positif car cela facilitera l'accès aux marchés.

Les perspectives économiques sont bonnes en ce qui concerne cette province. D'après les dernières prévisions du Conference Board, on assistera à un ralentissement de la croissance du produit intérieur réel qui tombera de 5 p. 100 en 1993 à environ 3 p. 100 en 1994. Dans le secteur pétrolier, on s'attend à ce que la croissance ralentisse à mesure que l'économie mûrit. Par ailleurs, la faible performance au niveau de la création

d'emplois et la politique fiscale restrictive atténueront la demande intérieure en 1994.

INDICATEURS

En 1993, le PIB réel de l'Alberta se chiffrait à 64 milliards de dollars et l'on prévoit que sa croissance sera de 3,3 p. 100 en 1994

(prévisions du Conference Board -- février). Le taux de chômage s'élevait à 10 p. 100 en janvier 1994, ou 9,3 p. 100 quand l'on tient compte des variations saisonnières. Les exportations, les livraisons dans le secteur manufacturier et le commerce de détail ont enregistré de bons

résultats en 1993, le taux d'accroissement ayant été respectivement de 9,6 p. 100, 9,1 p. 100 et 4,2 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Le nombre d'installations de forage est un bon indice de l'activité dans le secteur pétrolier et gazier et de l'état de santé de l'économie albertaine. Dans l'ensemble, le nombre de forages a augmenté de l'équivalent de 80 p. 100 par an au cours des dix premiers mois de 1993. Il s'agissait dans la plupart des cas de prospection gazière. À la mi-décembre, il y avait 269 installations de forage actives sur un total de 320 disponibles en Alberta. On prévoit toutefois un léger ralentissement en 1994.



Le nombre de mises en chantier (janv.-nov.) a diminué de 1 p. 100 par rapport à 1992. En novembre 1993, il n'y avait que 1 143 mises en chantier dans les grands centres urbains de l'Alberta, soit une diminution de 22 p. 100 par rapport à l'année précédente. Le nombre de permis de construction accordés a diminué de 14 p. 100 par rapport à 1992. Dans l'ensemble, on estime que les investissements publics et privés se sont chiffrés à 21 milliards de dollars pour 1993.

D'après les statistiques sur le tourisme, la situation continue à s'améliorer dans ce secteur. Les recettes pour 1993 sont estimées à 3 milliards de dollars. Le nombre de voyages de plus de 24 heures a également augmenté, comme le confirment les résultats d'une enquête faite à la fin de l'été ainsi que les statistiques sur les centres de ski.

CLIMAT

On note à la fois un certain optimisme et une certain pessimisme en Alberta. L'économie indique une croissance relativement forte, mais les perspectives ne sont pas très réjouissantes sur le plan de la création d'emplois. Les entreprises affichent un optimisme prudent; elles sont optimistes à la perspective de nouveaux débouchés et d'une plus grande facilité d'accès à de nouveaux marchés, mais elles sont prudentes lorsqu'il s'agit de faire des nouveaux investissements d'envergure. Les consommateurs sont hésitants; ils doivent remplacer leur véhicule ainsi que d'autres biens durables mais ils n'ont pas assez confiance à cause du manque de sécurité d'emploi. La réaction prévue au budget de l'Alberta qui doit être déposé le 24 février, traduit cette ambiguïté. Le projet du gouvernement Klein de se mettre à faire le nécessaire pour équilibrer le budget d'ici 1996-1997 suscite des inquiétudes; la population redoute d'éventuelles pertes d'emploi, des réductions dans les services et dans les programmes sociaux. Par contre, les milieux d'affaires sont enchantés, à en juger

d'après leur réaction au projet du gouvernement de créer un climat commercial propice et à d'autres mesures annoncées dans le récent discours du Trône.

Le budget fédéral, qui doit être déposé le 22 février, apporte une nouvelle perspective. Tout changement au niveau des paiements de transfert fédéraux aura une incidence sur les recettes des provinces. Les consommateurs attendent de connaître les répercussions éventuelles du budget sur leur revenu disponible. Les entreprises, surtout les PME, veulent que leur fardeau fiscal et réglementaire soit allégé, que ce soit la réalité ou une question de perception. Les Albertains semblent généralement avoir confiance dans le nouveau gouvernement fédéral et dans son chef; ils sont toutefois intrigués par la nouvelle perspective qu'apporte la représentation du Parti réformiste à Ottawa.

PRINCIPAUX SECTEURS

Ressources

L'énergie, l'agriculture et l'exploitation forestière sont trois industries basées sur les ressources qui ont une importance cruciale en Alberta. Le secteur pétrolier et gazier connaît actuellement une période faste, mais l'on prévoit que la situation se calmera légèrement en 1994. La restructuration de l'industrie lui a permis d'abaisser ses frais alors que par ailleurs l'accroissement des débouchés et la nouvelle capacité des gazoducs ont encouragé le forage gazier. En ce qui concerne le pétrole, l'accroissement de la production de pétrole brut synthétique à partir des sables bitumineux a compensé en partie le fléchissement de la production de pétrole classique. Oilweek's Outlook 1994 contient notamment des prévisions concernant le gaz naturel, ses prix et ses débouchés. Les perspectives sont excellentes étant donné que le raffermissement considérable des prix qui s'est produit en 1993 se poursuivra. Compte tenu de l'équilibre des marchés gaziers et de

l'accroissement de la demande, on prévoit une hausse de 25 p. 100 des exportations canadiennes aux États-Unis en 1995.

En Alberta, le secteur agricole est bien équilibré puisqu'il est partagé entre l'élevage du bétail et les cultures commerciales. L'industrie de la viande rouge prospère mais la rationalisation se poursuit dans le secteur de la transformation. Les craintes manifestées initialement quant à la possibilité que la piètre qualité du grain gâche les résultats de la récolte record de l'année dernière étaient exagérées. Par conséquent, les agriculteurs sont actuellement dans une meilleure situation financière pour l'année qui vient. On se fait du souci au sujet des denrées assujetties à un système de régulation de l'offre et les producteurs de blé, surtout de blé dur, attendent impatiemment que les litiges commerciaux avec les États-Unis soient résolus. Les céréaliers canadiens se réjouissent toutefois que la confrontation entre la Communauté économique européenne et les États-Unis soit enfin terminée et ils espèrent que les perspectives s'amélioreront en ce qui concerne les prix céréaliers.

Dans les industries forestières, la performance et les perspectives restent bonnes. On prévoit que le prix du bois de sciage et des panneaux dérivés du bois continuera d'augmenter. La province de l'Alberta est bien placée pour profiter des nouvelles occasions d'investissement, comme l'indique l'augmentation récente du nombre de demandes de renseignements concernant les projets d'investissement examinés. On prévoit une forte croissance dans l'industrie du bois de sciage, dans celle des panneaux dérivés du bois, dans les produits ligneux à forte valeur ajoutée et dans les produits spéciaux en bois de sciage, notamment en ce qui concerne le bois de peuplier faux tremble et les autres bois de feuillus.

En ce qui concerne les pâtes et papiers, les perspectives sont un peu moins réjouissantes, du fait que dans le monde entier, ce secteur

continue à souffrir d'une surcapacité et des bas prix. Cependant, les scieries de l'Alberta sont généralement efficaces et appliquent de bonnes normes environnementales. Elles ont des chances de profiter de tout raffermissement des prix de la pâte de bois. L'Alberta continuera à connaître une certaine expansion du fait que l'usine ALPAC, située près d'Athabasca, va entrer en activité, et grâce aux engagements pris et aux projets déjà en voie de réalisation. Malgré cela, le nombre d'emplois n'augmentera que légèrement à moyen terme dans l'industrie forestière albertaine. La création d'emplois sera plutôt assurée par les nouvelles installations productives que par les usines existantes.

Fabrication

La valeur des livraisons du secteur manufacturier pour la période de janvier à novembre 1993 se chiffre à 19,5 milliards de dollars, soit 9,1 p. 100 de plus qu'en 1992. Les industries qui ont enregistré des gains importants par rapport à cette année sont celles des produits du bois (30 p. 100), de l'électronique (17 p. 100), de l'équipement de transport (11 p. 100), des métaux primaires (18 p. 100) et des produits alimentaires (11 p. 100). Dans le secteur manufacturier, le nombre d'emplois se chiffrait à 90 100 en décembre 1993.

Dans le secteur du prêt-à-porter, la situation continue à s'améliorer. Elle est excellente dans les segments des vêtements de travail et des vêtements pour enfants, moyenne dans le secteur des vêtements de sport et une reprise s'amorce enfin dans le secteur de la haute couture. La vigueur de la demande de vêtements industriels est considérée comme un signe de reprise de l'activité industrielle. Les ventes ont augmenté de 30 p. 100 ou plus par rapport à l'année dernière et on a obtenu de bons résultats sur les marchés extérieur et intérieur. Les dépenses d'investissement et le nombre d'emplois sont en train de grimper. On craint que la pénurie de personnel qualifié et les lacunes qui existent au niveau de la

formation ne compromettent les perspectives de croissance.

Le secteur de la fabrication des matières plastiques semble également être plus rentable en 1993. Il a fait l'objet d'une forte restructuration, en partie par l'intermédiaire d'acquisitions; par ailleurs, on y a également entrepris beaucoup d'améliorations d'ordre technologique. Le chiffre d'affaires des entreprises augmente et celles-ci sont plus optimistes quant aux perspectives d'exportation. La formation pose un problème dans ce secteur en raison de la pénurie de personnel qualifié comme les opérateurs de systèmes de conception et de fabrication assistés par ordinateur.

Haute technologie

L'industrie du logiciel de la province est optimiste pour l'avenir, mais les entreprises sont prudentes lorsqu'il est question d'investissements ou des retombées immédiates éventuelles de l'ALENA. Les doléances habituelles concernent la procédure gouvernementale de passation de marchés et la difficulté d'emprunter des capitaux. Le secteur des télécommunications électroniques est également confronté à des problèmes de liquidités. La rationalisation se poursuit dans ce secteur mais on y fait généralement montre d'un optimisme prudent.

Le secteur naissant des appareils médicaux éprouve toujours des difficultés.

L'Association estime toutefois que les perspectives sont plus encourageantes et que l'intérêt pour le marché nord-américain y compris le Mexique est de plus en plus marqué. Le déficit, la faiblesse des prix pétroliers et son incidence possible sur l'économie locale sont les principaux sujets de préoccupation. On prévoit que ce secteur qui offre des produits de créneau et qui soigne son marketing connaîtra une légère croissance.

Le secteur des industries de l'environnement devient plus capitalistique et plus perfectionné

sur le plan technologique. La création d'emplois est lente, bien que l'on enregistre une croissance positive dans ce secteur. Une certaine maturation est manifeste dans les industries de l'environnement, surtout dans celle du recyclage. Le manque d'harmonisation des normes provinciales et le fait que l'industrie ne soit pas consultée à propos de l'établissement de normes préoccupent les représentants de ce secteur.

Un optimisme prudent est l'attitude qui caractérise également une grosse société du secteur de la biotechnologie dont les activités sont axées sur les marchés mondiaux. Elle prévoit que la croissance des opérations et des ventes se réalisera principalement grâce à un accroissement de la productivité, et cette société investit énormément dans la formation des employés. Cette société est optimiste et elle se réjouit que l'Accord du GATT soit conclu. Elle déplore toutefois que certains problèmes n'aient pas été examinés par le GATT, le niveau d'imposition élevé et le déficit prévu dans le prochain budget fédéral.

Services

Le secteur du tourisme est optimiste. Après un excellent été, surtout à Banff et à Jasper, la saison de ski s'annonce bien. Les résultats de l'enquête annuelle faite après l'été auprès de 39 entreprises du secteur touristique par le ministère albertain du Développement économique et du Tourisme indiquent que l'été 1993 a été le meilleur depuis des années. Il semblerait d'après les résultats qui étaient quantifiables que le chiffre d'affaires se soit amélioré de 10 p. 100 par rapport à 1992 et les exploitants de la région de Banff sont particulièrement satisfaits. Ces résultats sont attribués au fait que les prix sont très raisonnables et que l'Alberta attire un grand nombre de touristes américains et japonais ainsi que des Canadiens.

La saison de ski, du moins pendant la période de Noël, est une des meilleures qui aient été enregistrées. Les réservations pour l'hiver

sont excellentes. Tous les grands centres de ski se sont ouverts tôt grâce à des conditions d'enneigement favorables. La station Marmot de Jasper a reçu 36 700 skieurs au mois de décembre et elle a battu son record de 1991. Celle du lac Louise a eu en moyenne 5 000 skieurs par jour pendant la période de Noël et Sunshine Village a également eu une journée record de 5 000 skieurs. Les petites stations font également de bonnes affaires au cours de la présente saison de ski.

Des investissements touristiques sont prévus ou en cours, surtout dans le sud de la province. Les projets d'investissement à Canmore et dans les parcs montagneux posent également des problèmes environnementaux.

OBSERVATIONS

En Alberta, on attend impatiemment le budget fédéral et le budget provincial. On craint qu'il n'y ait des compressions dans la province voire des pertes d'emplois. On a également des appréhensions au sujet des répercussions éventuelles de l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement fédéral pour l'Alberta, notamment au sujet des conséquences d'une taxe sur les hydrocarbures. Sans ces préoccupations, un certain regain de confiance se manifesterait peut-être chez les consommateurs et dans les milieux d'affaires.